

POLITIQUE

Campagne publicitaire libérale contre Harper

Page A 7



CULTURE

Le chanteur Mano Solo perd son combat contre la maladie

Page B 10

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CI N° 1 ◆ LE LUNDI 11 JANVIER 2010 1,10$ + TAXES = 1,25$



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une rencontre historique s'est déroulée au marché Bonsecours entre les artisans du *Devoir* et les lecteurs à l'occasion des festivités qui ont marqué hier les 100 ans du journal.

Le Québec fête les 100 ans du *Devoir*

Une foule de lecteurs enthousiastes au marché Bonsecours

Un gala empreint d'émotion clôture une journée faste

LISA-MARIE GERVAIS

Cent ans, ça se fête. Et depuis quelque temps déjà, des reportages et des émissions spéciales partout dans les médias québécois et même d'ailleurs, la publication d'une édition du centenaire et d'un cahier spécial, entre deux tchin-tchin dans la salle de rédaction du journal, avaient donné le ton à ce grand anniversaire célébré par tout le Québec.

La grande réception qui s'est tenue hier sous la présidence d'honneur de Jean Charest et l'ovation donnée au directeur du *Devoir*, Bernard Descôteaux, ont témoigné de toute l'affection dont jouit le quotidien. Mais le coup d'envoi des festivités du centenaire a véritablement été donné hier matin au marché Bonsecours, au cours d'une grande rencontre historique entre tous

VOIR PAGE A 10: **DEVOIR**

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le directeur du *Devoir*, Bernard Descôteaux, en compagnie du premier ministre du Québec, Jean Charest, président d'honneur du gala du 100e anniversaire du *Devoir*.

■ **Anecdotes et mots d'amour, page A 2** ■ **Le gala du *Devoir*, page A 3** ■ **L'allocution de Bernard Descôteaux, page A 6** ■ **Les chroniques de Paul Cauchon et de Jean-Claude Leclerc, pages B 8 et B 9**



MARKO DJURICA REUTERS

AFGHANISTAN

La firme Blackwater veut former la police

■ **À lire en page B 1**

INDEX

Annonces	B 5	Idées	A 9
Avis publics	B 8	Météo	B 7
Convergence	B 9	Monde	B 1
Culture	B 10	Mots croisés	B 7
Décès	B 5	Religions	B 8
Économie	B 5	Sudoku	B 3
Éditorial	A 8	Télévision	B 9

L'ENTREVUE

Sortir du brouillard médiatique

Marcel Gauchet plaide pour un réenchantement du monde de l'information

Le philosophe et historien Marcel Gauchet a accepté de livrer au *Devoir*, à l'occasion de son centième anniversaire de fondation, ses réflexions sur la crise actuelle des médias. «Au fond, les médias se sont cannibalisés, avec comme résultat une triste déspécification de la presse dont on attend de la réflexion. Je crois profondément qu'il faut maintenant avoir le courage de faire des trucs compliqués, difficiles, parce que c'est là qu'est l'avenir.»

STÉPHANE BAILLARGEON

Esprit universel, grand maître de la synthèse magistrale, Marcel Gauchet s'intéresse à la *«généalogie de la modernité»*, à ce qui particularise l'aventure occidentale dans l'histoire



J. SASSIER GUALLIMARD

Le philosophe et historien Marcel Gauchet

humaine. On lui doit des travaux fondamentaux sur l'histoire de la religion, de la psychiatrie, de la démocratie et de l'éducation. *Le Désenchantement du monde*, paru il y a un quart de siècle, a mis au jour la perte progressive et imparable de la conception religieuse en Occident. Ses derniers essais poursuivent

VOIR PAGE A 10: **GAUCHET**

Inde mouvante

La présente chronique inaugure une collaboration régulière de notre journaliste Guy Taillefer, maintenant basé à New Delhi. D'entrée de jeu, notre correspondant se penche sur le capharnaüm qu'est le système démocratique de l'Inde.

Le Devoir à New Delhi



GUY TAILLEFER

Dans l'autobus Ajmer-Jaipur, le nez collé à l'afficheur de son téléphone cellulaire, s'est assis à côté de moi un jeune homme qui allait dans sa famille pour assister au mariage de son frère. Me dirait plus tard qu'il tentait désespérément de joindre sa copine qui, apparemment, le boudait. Typiquement, il étudiait en technologie de l'information. Son père et sa mère enseignaient le sanscrit dans une université du Rajasthan. Ce gamin moderne et de caste dominante me fit clairement savoir qu'il réprouvait copieusement

VOIR PAGE A 10: **INDE**



100 ANS

Anecdotes et mots d'amour

Plus d'un millier de lecteurs sont venus célébrer les 100 ans du *Devoir*

Une atmosphère conviviale teintée d'une douce euphorie, des lecteurs plus que fidèles et de l'amour. Beaucoup d'amour. Ils ont été plus d'un millier de partout au Québec à venir célébrer hier les 100 ans du *Devoir* au marché Bonsecours, en rencontrer les artisans et manifester leur soutien indéfectible à l'indépendance du quotidien qu'ils ont appris à aimer et ont lu au cours de ses cent années d'existence.

LISA-MARIE GERVAIS

Heureux de célébrer un centenaire, tous les lecteurs avaient de petites anecdotes à raconter, des histoires personnelles comme autant de déclarations d'amour aux artisans de «leur» *Devoir*. *«Je suis venu, car on ressent une certaine affection pour le journal, et venir ici, c'est une façon de rendre hommage à ses journalistes et de leur dire à quel point on les aime»*, a dit Jérémie Tapiero, Parisien d'origine, lecteur du quotidien depuis qu'il est arrivé au Québec il y a environ quatre ans.

Tout comme la leur qui dure depuis 40 ans, Angèle Fradette et Maurice Leblanc vivent aussi une histoire d'amour avec *Le Devoir*, qu'ils lisent tous les jours depuis tout ce temps. *«Vous êtes notre drogue du matin»*, a lancé Mme Fradette en tendant à la journaliste ce qui ressemblait à un petit «joint» roulé serré confectionné à partir de l'un de ses articles du Devoir. *«Je le lis parfois à la fin de la journée et je m'en garde aussi pour le vendredi. Je le relis, le feuillette, j'en découpe les articles que j'envoie à mon neveu qui travaille à Victoria»*, souligne la joyeuse lectrice.

Des exploits et des miracles

Saint-Élie-de-Caxton, Rivière-du-Loup, Gatineau, Valleyfield... Les lecteurs curieux, jeunes et moins jeunes, sont venus des quatre coins du Québec pour saluer leur ami fidèle. D'autres pour enfin mettre un visage sur des signatures. *«Je suis venue voir ma famille, vous. Vous nous êtes précieux»*, a lancé Monique Lalancette, en parlant des journalistes et des artisans du *Devoir*. Alors qu'il était un jeune immigrant de France, étudiant à l'Université Laval, Jean Amiaud avait été séduit par le caractère sérieux et indépendant du journal. *«Je tenais à venir aujourd'hui pour voir les journalistes. On fait tous partie de cette même communauté spirituelle, et là on a un contact physique, presque charnel, avec* Le Devoir», a-t-il dit.

De père en fils, de mère en fille, d'aïeuls à petits-enfants, la tradition de la lecture du *Devoir* s'est transmise au fil des ans avec respect et grande fierté. Retraité de l'enseignement en histoire, Jean-Claude Hudon, âgé de 80 ans, est abonné au *Devoir* depuis 50 ans. *«J'ai commencé à le lire durant mon cours classique. On n'avait le droit de lire que* Le Devoir *ou* L'Action catholique», a raconté le vieil homme. Présente à cette célébration du centenaire, la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, se rappelle avec bonheur les grandes discussions qu'elle avait avec son grand-père tout en lisant *Le Devoir*.

Infirmière à la retraite, Margot Verdy dit à la blague lire *Le Devoir «depuis près de 100 ans»*. N'empêche, lire le journal doit l'aider à rester jeune, puisque tous les jours, beau temps mauvais temps, elle gravit la côte devant chez elle jusqu'au magasin de son village pour acheter «son» *Devoir*, qui n'est malheureusement pas livré à la porte à Saint-Fabien-sur-Mer. *«J'aime* Le Devoir, *je ne m'ennuie jamais en le lisant. Il parle de tous les sujets que j'aime»*, a lancé la pétillante dame.

Sylvain Cormier, journaliste musical et grande plume du *Devoir*, a reçu un beau témoignage d'amour qui lui est venu d'un lecteur de la banlieue parisienne, fana de la musique traditionnelle québécoise devenu son ami au fil des ans. Séduit par la plume et les propos de notre journaliste, ce professeur de chimie s'est mis à l'appeler pour discuter chansonnette québécoise. *«Il a commencé à lire* Le Devoir *alors qu'il était étudiant. Il devait aller toutes les semaines à la Délégation du Québec à Paris pour le lire. Même si c'était avec une semaine de retard»*, raconte le journaliste.

Entre autres exploits, un miracle... ou presque. Jean-Marie Messier s'est présenté au marché Bonsecours avec l'original d'un reçu d'abonnement au *Devoir* appartenant à son oncle datant... du 10 janvier 1910. *«Mon oncle a assisté à la fondation du* Devoir *en haut du marché central à Saint-Hyacinthe»*, a raconté l'homme, visiblement fier de son artefact. Un autre lecteur s'est vanté d'avoir notamment conservé la copie originale du *Devoir* du 16 novembre 1976, au lendemain de l'élection du Parti québécois.

Toujours pertinent après 100 ans

Au fil des années, *Le Devoir* s'est transformé et les lecteurs l'ont suivi. Lors d'un séjour à Paris en 1978, l'ancien député péquiste Daniel Turp avait été bien peiné de ne pouvoir trouver *Le Devoir* dans les kiosques. Maintenant, où qu'il soit, il le lit sur son iPhone. *«Dans les milieux politiques en France, les gens apprennent à connaître le Québec à travers* Le Devoir», a dit M. Turp en avouant être de mauvaise humeur lorsqu'il constate que «son» *Devoir* n'est pas à la porte au petit matin. *«Je garde le souvenir de journalistes rigoureux et informés.»*

La rédactrice en chef du *Devoir*, Josée Boileau, qui s'est dite touchée et émue par tant de déclarations d'amour des lecteurs, se réjouit de constater que le journal occupe toujours une place centrale dans la vie de tant de Québécois. *«Je suis touchée. Ça nous donne de l'enthousiasme pour continuer. Nos lecteurs trouvent encore 100 ans plus tard qu'on est pertinents, qu'on ne vit pas dans le passé»*, a-t-elle déclaré.

De quoi réchauffer les cœurs en cette froide matinée d'hiver. Le directeur du journal, Bernard Descôteaux, l'a d'ailleurs relevé à sa manière en se demandant à quoi pouvait bien penser Henri Bourassa pour avoir fondé le journal en plein mois de janvier, à une époque où une simple tempête de neige aurait pu ruiner la sortie des premiers exemplaires. *«Aujourd'hui, c'est une fête, une fête qui nous donne beaucoup de chaleur»*, a dit M. Descôteaux en rendant hommage aux artisans du *Devoir*, mais surtout aux lecteurs, sans qui *«notre travail n'aurait aucun sens»*, a-t-il noté. *«Serons-nous là un autre cent ans?»*, a-t-il demandé tout haut, avant de donner une réponse qui semblait sans équivoque: tant que le lecteur sera là, il y a de l'espoir.

Le Devoir







PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les amis du *Devoir* se sont présentés en solo, en groupe ou en famille pour échanger entre eux et avec ceux qui chaque jour confectionnent leur journal préféré. L'un d'eux, Jean-Marie Messier, s'est présenté avec un accusé de réception de l'abonnement de son oncle datant du 7 janvier 1910, un document qui a fasciné toute la rédaction.

100 ans
de regards
sur l'information

CE SOIR 21 h
LES PETITS GÉANTS
UN DOCUMENTAIRE DE ANAÏS BARBEAU-LAVALETTE ET ÉMILE PROULX-CLOUTIER
L'ÉPOPÉE DE CINQ ENFANTS DÉFAVORISÉS QUI VONT JOUER L'AVENTURE DE LEUR VIE EN PARTICIPANT À UN SPECTACLE D'OPÉRA.
telequebec.tv
Télé-Québec

«Un regard attentif, présent et sobre sur l'enfance»
Christiane Charette, *Radio-Canada*
«Fascinant»
Al Kratina, *The Gazette*
«Un film qui m'a habitée... très touchant»
Rebecca Makonnen, *Radio-Canada*



Pas à pas, ils iront au bout d'eux-mêmes.

100 ANS



PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Bernard Descôteaux reçoit des mains du copropriétaire du Canadien de Montréal, Andrew Molson, un chandail du Tricolore arborant le numéro cent pour les cent ans du quotidien indépendant.

Les amis du *Devoir* réunis autour du journal de combats

Pas moins de 550 convives dont le premier ministre Jean Charest ont pris part à la fête

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le centenaire du journal indépendant *Le Devoir*, fondé par Henri Bourassa le 10 janvier 1910, a été célébré en grande pompe hier au Marché Bonsecours par sa grande famille.

«Cent ans dans la vie d'un individu, c'est presque un exploit. Mais dans la vie d'un journal comme le nôtre, c'en est tout un», a lancé la présidente du Comité du 100e anniversaire du *Devoir*, Francine Bérubé, qui a donné le coup d'envoi à la cérémonie solennelle. Mme Bérubé, qui est aussi la présidente de l'Association des amis du *Devoir* — créée en 1914 à l'instigation de Henri Bourassa pour venir en aide à son *«bouillant»* journal — a dit souhaiter que *«notre fringant et vieux journal puisse encore dans les années qui viennent questionner la société québécoise et surtout s'imposer comme le journal de la jeunesse, quel qu'en soit la forme»*.

«La condition essentielle pour un journal pour pouvoir durer est d'être pertinent, de répondre à sa communauté», a poursuivi le directeur du *Devoir*, Bernard Descôteaux, suivi du regard par ses prédécesseurs Lise Bissonnette, Benoît Lauzière et Jean-Louis Roy. Devant 550 personnes issues de tous les milieux, il a profité de son allocution pour rendre hommage aux artisans de ce journal de combats. *«Nous sommes confiants dans l'avenir, mais pas aveuglément. Nous savons qu'il nous faudra travailler fort. Heureusement,* Le Devoir *a ses atouts.»*

100 ans
de regards
sur l'information

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, qui était le président d'honneur de la cérémonie, a aussi félicité les «dignes représentants» de M. Bourassa. «Le Devoir *est un journal indépendant. C'est le fier représentant de la liberté de presse de notre démocratie.* Le Devoir *est grand,* Le Devoir *est dynamique,* Le Devoir *est nécessaire»*, a-t-il déclaré.

Les principaux commanditaires et partenaires du 100e anniversaire se sont succédé sur la scène de la salle de la Commune du Marché Bonsecours et ont, chacun leur tour, rendu hommage au quotidien centenaire.

Le président-directeur général de la Fédération des travailleurs du Québec, Michel Arsenault, a qualifié *Le Devoir* de «référence en matière d'analyse politique fine» dans le paysage médiatique québécois et a expliqué la recette de son succès de cette façon: *«le refus de la complaisance face à l'humeur du jour, le courage de dire les choses comme elles sont,* [...] *la résistance face à la dictature des sondages d'opinion»*.

La présidente et chef de la direction du Mouvement des caisses Desjardins, Monique Leroux, a fait valoir les valeurs communes au fondateur du *Devoir* et à celui des Caisses Desjardins, Alphonse Desjardins.

Le président et chef de la direction de Quebecor, Pierre-Karl Péladeau, a souhaité une *«vie éternelle»* au *Devoir,* en jetant un regard espiègle à Mgr Jean-Claude Turcotte. Son père, Pierre Péladeau, a joué un «rôle salvateur» au début des années 1990 à l'égard du *Devoir*. *«Sa patience infinie permit au* Devoir *de traverser une crise financière qui lui aurait été fatale autrement»*, a rappelé Bernard Descôteaux. Aucun incident n'a émaillé le discours de Pierre-Karl Péladeau, à la tête du *Journal de Montréal*, dont les employés syndiqués se trouvent depuis plus d'un an en lock-out.

«*Le Devoir* est le fier représentant de la liberté de presse de notre démocratie. *Le Devoir* est grand, *Le Devoir* est dynamique, *Le Devoir* est nécessaire», a déclaré Jean Charest

Le vice-président principal des Services français de Radio-Canada, Sylvain Lafrance, a quant à lui salué le travail de M. Descôteaux, qui a réussi, par l'entremise du comité organisateur du gala, le tour de force d'asseoir autour de la table d'honneur de la cérémonie les dirigeants de Quebecor, de Radio-Canada, le vice-président du conseil d'administration de Télé-Québec, des dirigeants politiques et le cardinal Turcotte. *«Dans le fond, le vrai parrain de la convergence au Québec, Bernard, c'est vous»*, a lancé à la blague M. Lafrance, suscitant les rires et les applaudissements du public.

Quelques lecteurs ont été étonnés hier de constater que le premier ministre du Québec, Jean Charest, ait été choisi pour assumer la présidence d'honneur du gala. *«Encore aujourd'hui, les amis du* Devoir *viennent de tous les horizons: politique, économique, social et religieux. En témoigne bien cette assemblée de ce soir, qui réunit notamment des adversaires politiques et des concurrents d'affaires. Nous ne serons pas arbitre de leurs divergences, mais nous apprécions qu'ils fassent trêve pendant quelques heures pour nous»*, a affirmé M. Descôteaux.

Par ailleurs, le directeur général pour l'Est du Canada de Postes Canada, Pierre Brien, a dévoilé l'enveloppe commémorative du centenaire du *Devoir,* conçue par le directeur artistique du *Devoir*, Christian Tiffet. L'enveloppe fait écho à un timbre émis en 1968, lors du 100e anniversaire de naissance d'Henri Bourassa — *«ce grand journaliste qui eut cette idée folle de lancer un journal»*, a dit Bernard Descôteaux dans son discours — et arbore notamment le logo du centenaire. Cette pièce de collection est offerte dans des bureaux de poste aux quatre coins du Québec.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les invités de divers horizons se sont mêlés à la foule. On reconnaît ici le premier ministre Jean Charest conversant avec le fondateur d'Équiterre, Steven Guilbeault, tandis que la chef du Parti québécois, Pauline Marois échange avec la chef de l'opposition officielle de Montréal, Louise Harel.

Marie-Christine fait ce que doit

L'enseignante a quitté le plateau de *Tous pour un*, spécial *Le Devoir*, avec les honneurs et 8000 $ en poche

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

L'enseignante Marie-Christine Lalande savait bien sûr qui se cachait sous le pseudonyme de Rivard dans les pages culturelles du *Devoir*: *«André Laurendeau!»* Après qu'elle eut répondu à la dernière question du jeu *Tous pour un* mettant en vedette *Le Devoir* , hier soir, elle a quitté le plateau avec 8000 $.

Tandis qu'un sourire s'affichait sur son visage, toute la salle de rédaction du *Devoir*, pendue à ses lèvres depuis une heure, l'applaudissait du marché Bonsecours, où le match a ponctué la soirée, ont confié les journalistes sur place, impressionnés par sa performance.

L'équipe de *Tous pour un* a dû consacrer trois fois plus de temps à préparer cette édition du jeu qu'à l'habitude

Après deux premières étapes difficiles, la participante du jeu-questionnaire a réussi coup sur coup et presque sans hésitation les quatre dernières étapes et la question boni, une raison de plus de célébrer en ce jour du centième anniversaire du quotidien.

Les directeurs du *Devoir* et les scandales des 100 dernières années lui ont donné du fil à retordre au début de l'émission télévisée en direct, mais Marie-Christine Lalande s'est montrée confiante au seuil de la troisième étape.

L'audience a tout de même retenu son souffle à la dernière étape, alors qu'elle a failli perdre les gains accumulés. Appel à tous! Un téléspectateur l'a sauvée *in extremis* en précisant l'année d'arrivée du directeur actuel du journal, Bernard Descôteaux: 1999.

Henri Bourrassa lui-même prenait place dans les gradins réservés au public. Le petit-fils du fondateur du *Devoir*, qui porte le patronyme de son aïeul, était accompagné de son frère François et de ses sœurs Jeanne et Thérèse. Pour la famille, les célébrations du centenaire ont été très émouvantes, cette fin de semaine. Le centenaire du *Devoir* remue bien des souvenirs et fait remonter des anecdotes de toutes sortes. Mais jamais ils n'auraient relevé le défi que Marie-Christine affrontait hier soir, ont-ils avoué peu avant l'entrée en ondes. *«On aurait aimé faire la démarche, l'étude, mais on n'aurait jamais eu la mémoire pour finir!»*, confie Jeanne Bourassa en riant.

Pour l'émission en direct, le jour même du centenaire d'un journal qu'elle lit depuis le cégep, Marie-Christine Lalande ressentait un trac certain en entrant dans la tour radio-canadienne à 18h. L'animateur Francis Reddy, impressionné par la quantité d'informations que la jeune participante devait mémoriser, l'a félicitée avant même l'entrée en ondes. *«À tout à l'heure, et on va passer une belle soirée!»* lui a-t-il dit peu avant l'heure fatidique. Il est revenu sur ses pas. *«Et déjà bravo, très impressionnant.»* L'équipe de *Tous pour un*, qui a dû consacrer trois fois plus de temps à préparer cette édition du jeu qu'à l'habitude, mesurait l'ampleur du défi.

Avec la montre d'Henri Bourassa au fond d'une poche de Francis Reddy, que pouvait-il arriver?

Le Devoir



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Les directeurs du *Devoir* et les scandales des 100 dernières années lui ont donné du fil à retordre au début de l'émission télévisée en direct, mais Marie-Christine Lalande s'est montrée confiante au seuil de la troisième étape.

100 fois merci

Amis lecteurs,
Vous êtes des centaines à avoir répondu
à notre invitation à appuyer par un don
les activités de nos cent ans.

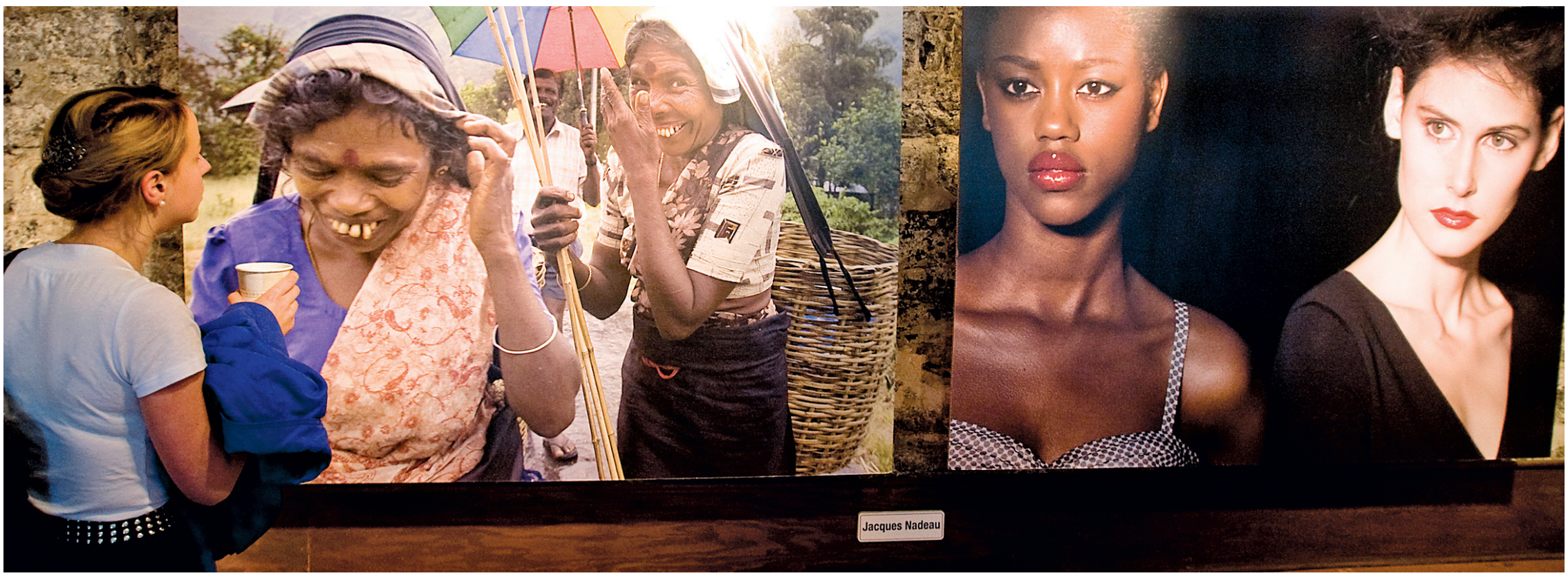
Merci de votre appui.
Merci de vos témoignages d'amitié.
Merci de votre fidélité.

Le Devoir

CRCMR Gilbert inc. Québec, Regroupement des maisons de jeunes du Québec Montréal, Soulières éditeur Saint-Lambert, Benoit Alcyme Sutton, G. Guy Allard Dollard-des-Ormeaux, Michel Allard Sainte-Agathe, Robert Allaro Berthierville, Francis-Olivier Angenot-Langlois Trois-Rivières, Claude Archambault Laval, Yves Archambault Québec, Hélène Archibaud Chicoutimi, Murielle Arsenault Montréal, Jean Arsenault Charny, Robert Ascah Montréal, Gilles Aubé Gatineau, André Aubert St-Jérôme, Alain Aubertin Saint-Lambert, Robert Auclair Québec, André Auger Québec, Pierre Auger Montréal, Denis Babin Montréal, Jacques Baillargeon Mont-Royal, Liliane Barabé Québec, Monique Barsalo Montréal, Michel Bastien Montréal, André Beaudet Québec, Pierrette Beaudoin Québec, Guylaine Beaudry Montréal, Suzie Beaulieu Québec, Jocelyne et Pierre Bélanger Val-David, Louis Bélanger Montréal, Linette D. Bélanger Hull-Gatineau, Jocelyne Bélisle-Thouin Montréal, Jules Bellefeuille Saint-Raymond, Claude Belzil Montréal, Céline Belzile LaSalle, Marie Bergeron Laval, Jacquelin Bergeron Chicoutimi, Gaston Bernier Québec, Jean-Marie Bérubé Trois-Rivières, Jean-Marc Billy Outremont, Martin Bilodeau Lévis, Germain Bilodeau Montréal, Gaston Binet Montréal, Anne-Marie Bischoff Drummondville, Gilles Bisson Sherbrooke, Lucie Blain Saint-Charles-Borromée, Madeleine Blais Montréal, François Blanchet Montréal, Nicole Bleau Longueuil, Marielle Bohémier Montréal, Bernard Boileau Mont-Royal, Paul Bois Montréal, Pauline Bordeleau L'Épiphanie, Pierre Bouchard Québec, Marie-Lou Bouchard Montréal, Marc H. Boucher Sainte-Foy, Laurent Boucher Québec, Caroline Boudreau Gatineau, Yvon Boudreau Montréal, Patrick Boulanger Québec, Michèle Boulé Valleyfield, Marc Boutin Québec, Jean-Rémi Brault Abercorn, André Breton Québec, Pierre Brosseau Val-Racine, Jean-Louis Brousseau Québec, Hélène Bruderlain Montréal, Yvon Bureau Québec, Yves Campagna Mont Saint-Hilaire, Denise Campillo Roxton Falls, Jean-Guy Cantin Saint-Laurent, Lise Carbonneau Montréal, Anita Caron Outremont, Hervé Caron Laval, Pierre Caron Québec, Denis Carrier Gatineau, Léon Cauchon Sainte-Julie, Andrée Chalifoux Verdun, Solange Chalvin Montréal, Louise Charbonneau Montréal, Yvan Charpentier Québec, Yolande Charrette Montréal, Daniel L. Charron Sherbrooke, Jean-Marie Charron Montréal, Michel Chartrand Sainte-Famille, Gilles Châtillon Montréal, Yves Chaussé Notre-Dame de la Paix, Denys Chouinard Ville Mont-Royal, Alain Claveau Québec, Yves Cloutier Montréal, Paul-André Comeau Montréal, Robeau Comeau Montréal, Jean-Pierre Contant Ste-Sophie, Claude Corbo Outremont, Bernard Corriveau Québec, Gérard Cossette Lévis, Daniel Côté Longueuil, Richard Côté Alma, Andrée Côté Québec, Robert Côté Outremont, Claude Couillard Laval, Bernard Coulombe Asbestos, Jean Coulombe Rawdon, Nelson Cournoyer Montréal, Pauline Curien Québec, Jean Cusson Montréal, André Daoust St-Jean-sur-Richelieu, Françoise David Montréal, André De Repentigny Outremont, Marie-Éva De Villiers Outremont, Gilles Delisle Laval, Yves Demers Québec, Aline Desautels Montréal, Jean-Marie Desbiens Québec, Jocelyn DesChênes Brossard, Monique R. Deschênes Québec, Louise et Lucie Descoteaux Québec, Jean Descôteaux Blainville, Benoît Desjardins Montréal, Gilles Desjardins Saint-Jacques, Gilles Desnoyers Québec, Réjane Dextras Saint-Jean sur le Richelieu, Denise Dextraze Montréal, Alain Dion Montréal, Thérèse Drapeau Montréal, Marcel Drolet Sherbrooke, Marc Drouin Montréal, Paul Druelle Verdun, Diane Dubreuil Saint-Lambert, Marie B. Ducharme Mont-Royal, Pierre Ducharme Québec, Richard Dufresne Montréal, Gilles Dugal Montréal, Hélène-Louise Dupont Élie Mont-Royal, Jean-Paul Dupré Québec, Marcel Dupuis Boucherville, Claire Duquette St-Bruno, Huguette Dussault Montréal, Mariette Dussault St-Laurent, Ariane Émond Outremont, André Fauteux Le Bic, Eduarda Fernandes Montréal, Michel Filion Verdun, Louise Filion Québec, Pierre Forest Saguenay, Monique Forget Montréal, Denis Fournier Greenfield Park, Denis Fournier Québec, Pierre Francoeur Montréal, Maureen Frawley Montréal, Sébastien Fréchette Montréal, François Fréchette Québec, Jean-Vianney Frenette Montréal, Nicole Gaboury Gatineau, Alice Gagné Waterloo, Raymond Gagnier Anjou, Mathieu Gagnier Lachine, Raymonde Gagnon Montréal, Jean-Denis Garceau Montréal, Philippe Gariépy Laval, Hélène Gaudreau Longueuil, Jean-Marie Gaulin Gatineau, Lise Gauthier Outremont, Yves Gauthier Montpellier, Jean-Denis Gendron Québec, Roland Gendron Québec, Michel Gérin Verdun, Hélène Gervais Huberdeau, Bruno Giard Saint-Simon, Lise Gignac Montréal, Mariane Girard Outremont, Madeleine Girard Québec, Jean Girouard Saint-Lambert, Robert Giroux Baie-Saint-Paul, Louisette F. Giroux Québec, Roger Godbout Montréal, Murielle Godin Montréal, Mario Godin Québec, Guy-Henri Godin La Salle, Ghislain Goulet Montréal, Sylvain Grand'Maison Montréal, Michelle Guérin Saint-Laurent, Paul Hamelin Laval, Monique Hamelin Montréal, Lise Hardy Québec, Francine Harel Giasson Montréal, Reynald N. Harpin Repentigny, Gérard Hébert Québec, Jeanne-Mance Hébert-Dufaux Outremont, Marcel Henry Montréal, Robert Hermann Montréal, Yves Hétu Repentigny, Bernard Houle St-Charles-Borromée, Madeleine Huberdeau Charny, Guillaume Hudon Sorel-Tracy, Michel Jarry Montréal, Gisèle Jasmin Montréal, Carol Jobin Montréal, Paul Jolicoeur Montréal, Louis Jolicoeur Montréal, Maurice Joly Gatineau, Michel Juneau Brossard, Ronald Kearns Saint-Lambert, Marianne Kugler Québec, Johane La Rochelle Gatineau, Maurice Labelle Montréal, Denis Labrie Gatineau, Yves Lacas Lorraine, Guy Lachapelle Montréal-Kirkland, François Lachapelle Montréal, Yvon Lacoste Saint-Bruno, Guy Lacroix Québec, Marc-André Lacroix Nominingue, Michel Lacroix Brossard, Gérard Laguë Mont St-Hilaire, Jacqueline Lajoie Montréal, Monique Lalancette Salaberry-de-Valleyfield, Ruth Laliberté Marchand Trois-Rivières, Mimi Lalonde Montréal, Françoise Lamontagne Longueuil, Pierre Lamy Montréal, Richard Landry Montréal, Marguerite Langlois Repentigny, Jean Laplaine Gatineau, Bruno Laplante Québec, Claude Lapointe Saint-Jérôme, Rodrigue Lapointe Québec, Mario Laprise Québec, Amélie Larin Gatineau, Jean-Guy Larin Laval, Rodrigue Larose Saint-Denis de Brompton, Juliette Lavigne Gatineau, Sylvio Le Blanc Montréal, Andrée Le Blanc Montréal, Gilbert Le Blanc Lévis, Jeanne Le Roux Montréal, Thérèse Leblanc Montréal, Mathieu Leboeuf Québec, Pierre V. Leclerc Québec, Pierre Ledoux Boucherville, François Leduc Québec, Marie Leduc Lévis, Yves Leduc Montréal, Rémi Lefebvre Châteauguay, Jean-Marc Léger Montréal, Jean-Louis Léger Laval, Léa Lemieux Sutton, Florian-G. Leroux Montréal, Gilles A. Leroux Montréal, Frédéric Lesemann Montréal, Michèle Lessard Outremont, Jean Lessard Sherbrooke, Danièle Letocha Montréal, Jean-Marc Loiselle Québec, Gabriel Loiselle Longueuil, Jacques Major Lévis, Armande Maltais Montréal, Yves Martin Outremont, Hélène Martineau Québec, Ghislaine Martineau Montréal, Sylvain Martineau Mont-Royal, Adriene Mathieu Montréal, Marie-Claire Mathieu Montréal-Nord, Luc Mathieu Sherbrooke, Pierre McComber Montréal, Elizabeth Melançon Montréal, Marielle Meloche Lachine, Maurice Mercier Gatineau, André Messier St-Jean-sur-Richelieu, Julien Michaud Montréal, Hortense Michaud-Lalanne Westmount, Camil Mondor Joliette, Michèle Mondoux Montréal, Lyne Mongeau Longueuil, Simon Morin Saint-François, Françoise Morin Québec, Bernard Morin St-Bernard-de-Michaudville, Raymond Mousseau Laval, Raymond Mousseau Laval, Gilles Nadeau Saint-Lambert, Claude Naud Montréal, Marie-Claire Nivolon Châteauguay, Jean Louis Nobrega Sherbrooke, Reginald O'Donnell Saint-Bruno, Ginette Octeau Saint-Lambert, Chantal Ouellette Montréal, Serge Ouellette Montréal, Paul Papillon Québec, Monique Papineau Montréal, Claudette Papineau Montréal, Denyse Papineau Montréal, Monique Paradis Trois-Rivières, Léo Paré Québec, Hélène Paré Montréal, Simon-Pierre Paré L'Islet-sur-Mer, Élise Paré-Tousignant Deschambault, Lysanne Pariseau-Legault Vaudreuil-Dorion, Lorraine Payette Montréal, André Payette Montréal, Serge Payette Québec, Jocelyne Péladeau Montréal, Hélène Pelletier-Baillargeon Mont-Royal, Léopold Perrier Montréal (Anjou), André Petit Saint-Eustache, Jean-Paul Picard Québec, Hugues Pigeon Sainte-Anne-de-Bellevue, Gaston Pion Montréal, Serge Piotte Montréal, Jean Piuze Québec, Jean-Guy Plante Montréal, Jean Poirier Québec, Laurent Potvin Québec, Suzanne Pouliot Sherbrooke, Gérard Pratte St-Hippolyte, Ferdinand Prémont Notre-Dame-du-Portage, Claude Provencher Bécancour, Patrice Provost Varenne, Philippe Racine Hull, Claude Rainville Notre-Dame-des-Prairies, Réjane Rancourt Lemoyne, Martin Réjean Trois-Rivières, Gilles Renaud Verdun, Gilbert Renaud Denis Verdun, Michel Reney Montréal, Claude Rioux Montréal, Pierre-G. Rioux Saint-Lambert, André Robert Laval, Jacqueline Robitaille Montréal, Gaétan Rochon Montréal, Margot Ross-Verdy St-Fabien sur mer, Jean-Paul Rouleau Québec, Jacques Rousseau Gatineau, Renée Rowan Saint-Laurent, Nicole Roy Québec, Charles-André Roy Saint-Basile-le-Grand, Robert Roy Québec, Michel Roy Montréal, Pierre-Paul Roy Montréal, André Roy Longueuil, Gilles Sabourin Saint-Lambert, Monique Saint-Laurent Montréal, Suzanne Saint-Pierre Pierrefonds, Claude Salvail Ste-Victoire-de-Sorel, Madeleine Samson Saint-Eustache, Roger Saucier Boucherville, Jean-Pierre Saulnier Montréal, Charles Smith Pincourt, Benoit St-Jean Montréal, Richard St-Martin Montréal, François St-Pierre Montréal, Pierre Sylvestre Montréal, Jean-Luc Tanguay L'Assomption, Louise Tardif Montréal, Geneviève Tellier Gatineau, Wilfrid Théberge St-Hyacinthe, Marie-Agnès Thellier Montréal, Thérèse Théorêt Montréal, Suzanne Thibault Montréal, Jean Thibault Montréal, Pierre Thibault Gatineau, Yvan Tourville Saint-Jérôme, Gisèle Tremblay Lachine, Réjean Tremblay Montréal, Jean-Marc Tremblay St-Lambert, Monique Trottier Montréal, André Trudeau Québec, Robert Trudel Québec, Jean-Louis Turbide Laval, Huguette Uguay Montréal, Pierre Vadeboncoeur Montréal, Louise Vadnais Outremont, Pierre Valcour Racine, Bernard Varin Boisbriand, Raymond Veilleux Montréal, Denis Veilleux Sherbrooke, Monique Venne Longueuil, Monique Verreault Montréal, Michel Vézina Boucherville, Gaétane Viger Longueuil

100 ANS

Coups d'œil sur un *Devoir* en bonne compagnie



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les lecteurs venus rencontrer les artisans du *Devoir* étaient accueillis par quelques clichés signés par nos photographes.

100 ans
de regards
sur l'information

Le Devoir a célébré en bonne compagnie et en grande pompe hier son premier siècle d'existence. Après avoir rencontré leurs fidèles lecteurs au marché Bonsecours, ses artisans ont déroulé le tapis rouge, le temps d'un dîner de gala, pour souligner cette journée exceptionnelle avec le gratin politique, médiatique et culturel. Pendant ce temps, sur le plateau de _Tous pour un_, des artisans du _Devoir_ encourageaient la participante venue tester ses connaissances sur son quotidien préféré. Suivez cette journée historique en photos!



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Dans la salle de rédaction reconstituée du Marché Bonsecours, un lecteur visionne les capsules vidéo des journalistes. Pour une rare fois, les rôles étaient inversés et ces derniers jouaient les interviewés, le temps de parler de leur métier.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

À gauche, Lise Bissonnette, directrice du *Devoir* de 1990 à 1998, en compagnie de Jeanne Carmel, employée pendant 32 ans à la comptabilité.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La rédactrice en chef, Josée Boileau, et le directeur, Bernard Descôteaux, lèvent leur verre à la santé du journal centenaire.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, échange quelques mots avec le directeur du *Devoir* avant le dîner officiel du 100e anniversaire.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff, a fait de même en début de soirée.

MICHEL
DÉSAUTELS
EN SEMAINE 15 H
Aujourd'hui à 17 h 30
Commotions cérébrales : gros maux de tête pour le hockey et le football. Reportage : Mathieu Rompré Réal.-coord. : Philippe Brazeau
95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE
Radio-Canada.ca/desautels



100 ANS

Le combat du *Devoir*, c'est le combat du Québec

Ce journal continue à défendre l'importance d'une presse libre, indépendante et différente, en dehors des lignes de parti et des groupes d'intérêt

À l'occasion du dîner officiel du 100e anniversaire du *Devoir,* hier soir au marché Bonsecours, son directeur, Bernard Descôteaux, a notamment rappelé le premier combat du quotidien de la rue de Bleury, soit l'importance d'une presse libre, indépendante et différente. M. Descôteaux a d'autre part rendu un hommage officiel chaleureux aux amis et aux artisans du *Devoir*. Nous reproduisons ici son discours.

100 ans
de regards
sur l'information

BERNARD DESCÔTEAUX

Pour m'adresser à vous ce soir, il n'y a pas de mots plus appropriés que «chers amis». Oui, chers amis, car si vous êtes ici ce soir, c'est que vous êtes de la grande famille du *Devoir*. Car si ce soir nous célébrons le centenaire du *Devoir*, son premier, osons l'espérer, on le doit à la solidarité que les membres de cette famille ont de tout temps manifesté pour soutenir «leur» journal. Ils lui ont permis de passer à travers toutes les tempêtes — et Dieu sait qu'il y en eut. C'est grâce à ses amis et à ses lecteurs si ce journal fut ce qu'il a été et ce qu'il est.

En ce 10 janvier, il faut bien sûr évoquer le souvenir d'Henri Bourassa, cette figure emblématique du nationalisme canadien-français du début du XXe siècle, ce grand orateur, ce grand journaliste, qui eut cette idée folle de lancer un journal. Il faut aussi célébrer le talent et l'énergie que mirent de tout temps les artisans du journal à le produire jour après jour. Ils ont littéralement porté ce journal à bout de bras pendant ces 100 ans. Je pense à mes prédécesseurs, tout particulièrement à Jean-Louis Roy, à Benoît Lauzière et à Lise Bissonnette, qui sont avec nous ce soir. Mais, insistons, sans ses amis, *Le Devoir* n'aurait pas tenu le coup. Voire, il n'aurait tout simplement pas vu le jour si un Guillaume-Narcisse Ducharme n'avait pas été là pour réunir auprès de 172 actionnaires les premiers 100 000 dollars dont Henri Bourassa avait besoin pour lancer son journal. On ne sait combien de fois d'ailleurs il puisa à son propre portefeuille pour permettre au *Devoir* de poursuivre son œuvre.

Ducharme était un conservateur. Bourassa était de *«vieille et dure souche libérale»*. Il pensait avoir plus de poids par la liberté de l'écriture que comme député aux Communes. Son ami le premier ministre Wilfrid Laurier était heureux de se débarrasser de cette tête forte, mais Laurier était à la fois inquiet de le voir se doter d'une telle tribune. Le projet que représentait *Le Devoir* dépassait les lignes de parti. Il se voulait rassembleur autour de quelques idées-forces. Il s'agissait de promouvoir l'avancement de la «race canadienne-française», comme on disait à l'époque, de la société québécoise, comme on dit maintenant. Encore aujourd'hui, les amis du *Devoir* viennent de tous les horizons, politique, économique, social et religieux. En témoigne bien cette assemblée de ce soir, qui réunit notamment des adversaires politiques et des concurrents d'affaires. Nous ne serons pas arbitres de leurs divergences, mais nous apprécions qu'ils fassent trêve pendant quelques heures pour nous.

Plus de 2000 actionnaires, petits et grands

Des Guillaume-Narcisse Ducharme, il y en eut à toutes les époques. Rappelons le rôle salvateur joué par Pierre Péladeau au début des années 1990. Sa patience infinie permit au *Devoir* de traverser une crise financière qui lui aurait été fatale autrement. Elle permit à Lise Bissonnette, qui arrivait à la direction du journal, de s'atteler à son redressement. Ce fut littéralement une entreprise de refondation du *Devoir,* aussi importante que celle réalisée par Gérard Filion dans les années 1950. Fort de nouvelles assises, le journal put se redéployer.

Participèrent à cette relance le Fonds de solidarité de la FTQ, qui fut le premier à entrer dans le capital de Le Devoir inc., la nouvelle société éditrice du journal, puis le Mouvement Desjardins, la Banque nationale, la Caisse d'économie solidaire de la CSN, les familles Bourgie et Sirois et plusieurs autres, dont les lecteurs et les employés, qui ensemble souscrivirent tout près d'un million. En tout, *Le Devoir* compte plus de 2000 actionnaires, petits et grands. Des actionnaires très patients. Ils ne s'attendent pas à recevoir des dividendes chaque année, quoiqu'il ne faille pas désespérer. La diversité de notre actionnariat permet de dire que ce journal n'appartient à aucun groupe, ni à aucun conglomérat.

L'appui de nos amis s'est encore manifesté ces derniers mois lorsque nous avons cherché des commanditaires pour cette année du centenaire. À leur tête se trouvent les deux grandes entreprises culturelles du Québec, Quebecor et Radio-Canada. Cela me réjouit. J'en profite pour remercier Radio-Canada de l'hommage qu'elle nous rend à travers deux grandes émissions réalisées sur *Le Devoir*. Puis il y a le Fonds de solidarité et Desjardins. Puis Loto-Québec, la Banque nationale, Piscines Trévi. Enfin, les partenaires que sont le cabinet de relations publiques National, la Ville de Montréal, l'Institut du Nouveau Monde, le Centre d'études des médias de l'Université Laval, Média@McGill et Espace 360, de notre ami Michel Petit, qui a orchestré la journée d'aujourd'hui. Et encore une fois nos lecteurs, qui se sont aussi montrés d'une grande générosité.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le directeur du *Devoir* a passé la journée hier à échanger avec les amis du quotidien.

Toute cette amitié est pour nous sans prix. Elle l'est d'autant plus qu'elle est gratuite. Car, comme le disait Henri Bourassa, il est entendu que le journal n'est pas là pour être *«l'instrument de la fortune ou des opinions de nos amis»*. D'entrée de jeu, il avait établi la règle fondamentale de ce journal qui allait être l'indépendance de son directeur et, à travers lui, l'indépendance du journal. Indépendance qu'il consacra en se faisant remettre 50 % plus une des actions de l'entreprise, ce qui le mettait à l'abri des pressions des partis politiques et des milieux d'affaires. Un principe qu'il a enchâssé dans les statuts du *Devoir* par un acte de fiducie qu'il signa le 31 décembre 1928 et qui, dans la maison, a valeur de table de lois. Encore aujourd'hui, le directeur du journal exerce les droits de vote sur un bloc majoritaire d'actions et jouit de cette liberté de pensée qui est le corollaire de cette indépendance.

Le Devoir fut créé pour être le journal d'Henri Bourassa. Les idées qu'il défendait dépassaient toutefois sa personne. Son programme, dirait-on aujourd'hui, était un projet de société. Il voulait assurer le *«triomphe des idées sur les appétits,* [le triomphe] *du bien public sur l'esprit de parti»*. *Le Devoir* allait servir, écrivait-il dans ce premier numéro du 10 janvier 1910, à *«réveiller dans le peuple, et surtout dans les classes dirigeantes, le sentiment du devoir public sous toutes ses formes: devoir religieux, devoir national, devoir civique»*. Un programme toujours d'actualité.

La liberté de pensée dont se réclame *Le Devoir* permit à chacun de ses directeurs de défendre ce qu'il estimait être le mieux pour l'avancement de la société québécoise. Refaisant le parcours de ce journal, il est bien évident que nous avons raté certains rendez-vous importants. Que *Le Devoir* ne fut pas toujours à l'avant-garde, ni le phare qui doit éclairer. Pensons bien sûr au droit de vote des femmes, qu'il combattit jusqu'à la dernière minute. Oui, *Le Devoir* a fait preuve de conservatisme. Au nom du *«devoir religieux»*, Bourassa lui-même aura été un temps inféodé aux positions de l'Église au point de perdre toute clairvoyance. Ce journal a aussi fait preuve entre les deux grandes guerres de xénophobie, flirtant avec l'antisémitisme. Plus récemment, il a d'abord accueilli avec réserves des mesures comme la Loi 101 qui aujourd'hui apparaissent comme une pierre angulaire de la sécurité culturelle des Québécois. Doit-on lui en faire reproche? Non, car la liberté de pensée comporte le droit à l'erreur. Elle comporte aussi le droit de changer d'idée dans le cours du débat. Car dans un journal comme le nôtre, nous sommes dans le domaine des idées et du débat. Nous avons un devoir de critique. Le but recherché n'est pas de faire consensus, mais de provoquer une réflexion.

Le Québec a au cours de ces 100 ans fait de grands progrès. On n'est plus dans la survivance, quoique la sécurité culturelle que nous recherchons ne sera jamais assurée. Il en est de même pour *Le Devoir*.

Provoquer la réflexion

Provoquer la réflexion, ces mots définissent bien *Le Devoir*. C'est ainsi qu'il aura d'abord contribué à changer les choses. Au-delà des coups de boutoir qu'il peut donner certains jours, il y a surtout la persistance dans la défense de ses idées et de ses valeurs. Pensons aux combats menés par Bourassa pour les écoles françaises en Ontario. Ils n'eurent pas de résultats immédiats. Mais d'autres combats furent remportés plus tard par les Franco-Ontariens, comme la création d'un district scolaire francophone à Penetanguishene, dans les années 1970, puis plus récemment le maintien du statut francophone de l'hôpital Montfort, revendications que nous avons soutenues. Jamais Bourassa et ses successeurs n'abdiquèrent dans cette lutte pour la préservation et la promotion de la langue et de la culture françaises en Amérique du Nord. On peut croire que cette détermination a pu contribuer aux avancées que l'on a connues ces dernières décennies. Pensons à la contribution des Filion et Laurendeau dans la genèse de la Révolution tranquille, dont, quelle belle coïncidence, c'est le 50e anniversaire cette année et qui permit au Québec de se constituer en véritable État national des francophones en Amérique du Nord. Pensons à Claude Ryan qui sut se porter avec courage à la défense des droits et libertés pendant la Crise d'octobre en 1970. Pensons au NON opposé par Lise Bissonnette à l'Accord de Charlottetown. Pensons à la *«chasse aux coquins»*, selon l'expression de Bourassa, qu'il s'agisse de dénoncer le crime organisé ou les appels d'offres organisés. Combien de fois *Le Devoir* aura ainsi démontré toute l'importance d'une presse libre, indépendante et différente, ce qui, pourrait-on dire, est son premier combat.

Au fil des ans, *Le Devoir* a changé. Henri Bourassa serait certainement choqué de voir que son journal, de catholique qu'il était, est devenu laïque. Il constaterait toutefois qu'il défend toujours avec force les valeurs de solidarité et de partage, les droits, les libertés. Il serait étonné de voir que l'idée qu'il se faisait du Canada, un pays bilingue et bi-ethnique, ne tient plus. Qu'à la place *Le Devoir* a plutôt porté ces 50 dernières années l'idée du Québec, État national des francophones, principal garant de la survie et de l'avancement de la langue et de la culture françaises en Amérique du nord. Si on peut résumer en quelques mots ce qu'est le combat du *Devoir*, nous dirions tout simplement que c'est le combat du Québec. Il le mène à sa manière, en dehors des lignes de parti et des groupes d'intérêt.

Ce que *Le Devoir* défend, ses lecteurs le partagent. Non qu'ils soient d'accord avec tout ce qu'on y propose ou défend. Au contraire, car ils aiment bien débattre. Ils sont des gens engagés de diverses manières et dans divers domaines. Ils partagent cette idée du «devoir civique» prônée par Bourassa. Dans la sphère Internet, le mot à la mode actuellement est celui de communauté. Au *Devoir*, cette communauté existe depuis déjà 100 ans. C'est celle de ses lecteurs dont le commun dénominateur est fait de valeurs, d'idées, d'idéaux et d'ambitions pour notre société. Elle est d'autant plus forte que nombre d'entre eux sont actionnaires du journal. Cela fait du *Devoir* un bien collectif dont le vrai propriétaire est la société québécoise. Il est une institution qui, comme l'a déjà écrit Guy Rocher, fait partie du patrimoine québécois.

Un journal n'est pas destiné à vivre éternellement. *Le Devoir*, comme tous les autres journaux, pourrait un jour disparaître. Cela a failli lui arriver. Incapables de l'asservir à leurs intérêts, certains ont tenté de l'abattre ou de lui faire concurrence. Il aurait pu être victime de ses propres erreurs. Il faut en effet se méfier de nous-mêmes et du journal que l'on fait. La condition essentielle pour un journal pour pouvoir durer est d'être pertinent. De répondre aux attentes de sa communauté.

Le Québec a au cours de ces 100 ans fait de grands progrès. On n'est plus dans la survivance, quoique la sécurité culturelle que nous recherchons ne sera jamais assurée. Il en est de même pour *Le Devoir*. Notre fierté de voir notre entreprise en meilleure santé qu'elle ne l'a jamais été depuis 30 ans ne nous fait pas oublier toutefois les défis qui nous attendent. Entreprise indépendante, de surcroît de petite taille, *Le Devoir* demeure fragile financièrement. Il lui faut par ailleurs affronter un contexte de mutation comme l'ensemble de la presse écrite. Les habitudes de consommation de l'information changent. Les nouvelles technologies sont à la fois une menace et une source d'espoir. Elles nous apportent de nouveaux moyens qui nous entraînent dans un changement de paradigme sans précédent. Déjà, nous ne sommes plus un simple journal, mais une entreprise dont le mandat est de produire des contenus d'information diffusés de diverses manières. Aujourd'hui sur deux supports, le papier et Internet, demain sur des «tablettes», après-demain, on ne sait trop.

Nous sommes confiants dans l'avenir, mais pas aveuglément. Nous savons qu'il nous faudra travailler fort. Heureusement, *Le Devoir* a des atouts. Il a développé une solide culture de contrôle des dépenses que lui a imposée la modestie de ses moyens. Nous pratiquons depuis longtemps la simplicité volontaire. Il a des employés engagés, passionnés, motivés d'abord par la pratique de leur métier. Il dispose d'une équipe de direction exceptionnelle. Je pense ici tout particulièrement à mes plus proches collaborateurs. M'ont accompagné depuis dix ans Catherine Laberge, comme vice-présidente finances et administration, et Jean-Robert Sansfaçon, qui a laissé récemment la fonction de rédacteur en chef. M'ont rejoint ces derniers mois Josée Boileau à la rédaction en chef, Roland-Yves Carignan à la direction de l'information et José Cristofaro aux ventes publicitaires. Et il y a un conseil d'administration dévoué, présidé ces huit dernières années par Yves Duhaime et aujourd'hui par Jean Lamarre. Surtout, *Le Devoir* a un lectorat d'une grande fidélité à qui nous promettons pour notre part d'être fidèles à nos valeurs et à nos idéaux, à cette liberté de pensée qui a fait ce que nous sommes devenus. Lise Bissonnette disait en conclusion de l'émission *Le Devoir d'un siècle*, vendredi, que ce journal, pour ce qu'il a fait et pour ce qu'il est, mérite de durer. Pour ma part, j'ai l'intime conviction qu'il va durer.

Le Devoir

Les libéraux fédéraux partent en campagne publicitaire

JULIEN ARSENAULT

Le Parti libéral du Canada (PLC) lance une nouvelle série de publicités dans les médias électroniques et écrits pour décrier le gouvernement conservateur de Stephen Harper.

Les libéraux s'en prennent à la décision du premier ministre de fermer le Parlement jusqu'en mars prochain. Ils accusent Stephen Harper de privilégier ses propres intérêts au détriment de ceux des Canadiens.

Les publicités soutiennent que, pendant que le Canada est ridiculisé en matière d'environnement, que les conservateurs tentent de camoufler leur rôle dans le scandale de la torture des prisonniers afghans et que des millions de Canadiens sont sans emploi, Stephen Harper agit sournoisement, parce qu'il ne veut pas rendre des comptes aux citoyens.

Le Parti libéral affirme que le premier ministre se moque de la démocratie et que les Canadiens ont «honte» de ses actes.

De leur côté, les conservateurs se disent très déçus des nouvelles publicités du Parti libéral du Canada (PLC) dans les médias électroniques et écrits pour décrier les décisions du premier ministre Stephen Harper.



SOURCE PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Les libéraux accusent Stephen Harper de privilégier ses propres intérêts au détriment de ceux des Canadiens.

En entrevue à La Presse Canadienne, hier, le député fédéral de la circonscription de Lévis-Belchasse et président du caucus conservateur au Québec, Steven Blaney, a déclaré qu'il s'agissait d'une campagne de *«salissage»* qui n'a pas sa place.

«Cette campagne est un gaspillage d'argent qui démontre que les libéraux avancent sans gouvernail, a-t-il indiqué. *Ils voulaient plonger le pays dans une élection générale il y a quelques mois. Il faut s'attendre à tout, avec eux.»*

M. Blaney estime que la prorogation du Parlement ne doit pas être perçue comme une décision négative. Il croit que de cette façon, les conservateurs auront le temps de mieux se préparer avant de revenir au Parlement, au mois de mars.

«C'est aussi important pour un député de passer du temps dans sa circonscription qu'à Ottawa, rappelle-t-il. *Même avec une session amputée, nous aurons le temps, au cours de la prochaine année, de faire progresser l'ensemble des dossiers prioritaires, comme l'économie, pour les Canadiens.»*

Selon lui, des sessions parlementaires trop longues ne servent pas l'intérêt des Canadiens. *«Lorsqu'une session s'étire, le Parlement devient moins efficace, les débats s'éternisent et il y a moins de bons résultats. C'est une sage décision du premier ministre.»*

La Presse canadienne

Isotopes médicaux

Un autre retard à Chalk River serait «extrêmement grave»

Des médecins appréhendent le pire pour les hôpitaux du pays

FANNIE OLIVIER

Ottawa — Un retard dans la remise en marche du réacteur de Chalk River pour la production d'isotopes médicaux serait *«extrêmement grave»* pour les hôpitaux du pays, s'inquiètent les médecins, au moment où seulement le quart des travaux prévus ont été effectués.

Le réacteur nucléaire doit reprendre du service au mois de mars après un arrêt de 10 mois en raison d'une fuite d'eau lourde, mais en date du 6 janvier, seulement 24 % des travaux et examens avaient été effectués à Chalk River.

Le 6 janvier, seulement 24 % des travaux et examens avaient été effectués à Chalk River

«Ça avance toujours, et nous sommes toujours en ligne pour repartir le réacteur vers la fin mars», a assuré malgré tout le responsable des communications d'Énergie atomique du Canada limitée (EACL), Dale Coffin.

Pendant ce temps, le milieu médical se croise les doigts pour que les soudeurs, qui travaillent jour et nuit pour restaurer le réacteur, puissent effectivement terminer leur boulot à temps.

Un délai supplémentaire serait *«extrêmement grave»*, selon le président de l'Association des médecins spécialistes en médecine nucléaire du Québec, François Lamoureux, puisque le réacteur des Pays-Bas, qui avait augmenté sa production pour pallier l'arrêt de celui du Canada, doit fermer à la mi-février pour être réparé à son tour.

Les malades en attente de diagnostic et de traitement, notamment dans le cas de maladies cardiaques et de cancers, pourraient en pâtir si le délai entre l'arrêt du réacteur hollandais et la reprise de celui de Chalk River venait à se prolonger, d'autant que ces fameux isotopes ont une durée de vie d'à peine quelques jours.

En août dernier, EACL avait dû reporter la date de remise en marche du réacteur de la région d'Ottawa parce qu'on avait découvert que des réparations étaient nécessaires à neuf nouveaux endroits.

Isabelle Legault, du conseil exécutif de l'Alliance du personnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), craint qu'une pénurie prolongée mette une trop forte pression sur les professionnels, qui doivent déjà faire de nombreuses heures supplémentaires. Leur horaire a été chamboulé pour s'harmoniser aux arrivages d'isotopes de l'étranger.

«Si ça devait se prolonger, c'est sûr qu'il faudrait revoir le mode de fonctionnement, parce que nos troupes vont être essoufflées, ça c'est clair», a fait valoir Mme Legault. «[Les salariés] *font actuellement»* les *rushs «en sachant que ça ne durera pas tout le temps»*, a-t-elle spécifié.

Depuis le début de la crise, les hôpitaux sont parvenus à effectuer les examens nécessaires pour les malades, soit en utilisant des isotopes de type technétium importés (plus coûteux qu'autrefois), soit en utilisant des méthodes alternatives, dont certaines sont moins précises.

«Je pense que les patients ont eu les soins avec les moyens disponibles. Probablement que c'était adéquat. Mais pas optimal», a avancé le président de l'Association canadienne de médecine nucléaire, Jean-Luc Urbain.

Dans ce contexte, le Québec s'en est plutôt bien tiré parce qu'il possédait déjà des équipements de tomographie par émission de positrons comme méthode alternative aux isotopes. *«Ailleurs au Canada, c'est nettement moins facile»*, a souligné M. Urbain.

La pénurie d'isotopes a coûté cher aux provinces jusqu'à présent, et Québec entend toujours refiler la facture à Ottawa.

Le ministre québécois de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, avait indiqué cet été qu'il estimait les coûts engendrés par la crise à près de 10 millions pour la province. Selon son attachée de presse, Karine Rivard, il est encore trop tôt pour établir un chiffre précis pour les réclamations.

La Presse canadienne

EN BREF



RUPAK DE CHOWDHURI REUTERS

Culture sucrière en Inde.

Le prix du sucre sujet à la hausse

Toronto — Les Canadiens pourraient bientôt être contraints de payer davantage afin de satisfaire leur faible pour les sucreries, alors que les prix du sucre montent en flèche, ce qui pourrait forcer les boulangers et pâtissiers de partout au pays à augmenter les prix de leurs délices. Les baisses de production, principalement causées par les pluies diluviennes qui se sont abattues récemment sur certains pays producteurs de sucre, comme l'Inde et le Brésil, ont poussé les cours mondiaux du sucre à des sommets sans précédent depuis 29 ans. Les prix actuellement en vigueur sont près de trois fois supérieurs à ceux observés à pareille date l'an dernier. *«Une nouvelle hausse des prix est imminente. Je ne sais tout simplement pas quand cela va se produire»*, a affirmé Penny Nevin, responsable d'Altitude Baking, à Toronto. L'établissement a ainsi été contraint d'augmenter ses prix l'an dernier, et il craint de ne pouvoir éviter une nouvelle hausse d'au moins 20 %, qui sera sans doute accueillie froidement par les consommateurs. – *Le Devoir*

Le Nouveau-Brunswick veut poursuivre Ottawa

Fredericton — Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Shawn Graham, a lancé un ultimatum au gouvernement fédéral, l'intimant de couvrir les dépassements de coûts relatifs à la remise à neuf de la centrale nucléaire de Point Lepreau, faute de quoi son gouvernement intentera une poursuite contre Énergie atomique du Canada limitée (EACL). *«Nous estimons avoir de solides arguments à présenter en cour si nous devons emprunter cette voie»*, a déclaré M. Graham en entrevue. *«Et alors que le gouvernement fédéral cherche à se départir des actifs d'EACL, une poursuite intentée par la province du Nouveau-Brunswick arriverait à un très mauvais moment pour eux»*, a-t-il ajouté. La remise en état, au coût de 1,4 milliard de dollars, de la seule centrale nucléaire du Canada atlantique est menée par EACL, une société de la Couronne ayant pour mandat de fournir de la technologie et des services nucléaires à des compagnies d'électricité. Le projet devait en principe être complété en septembre dernier. Les travaux ont cependant pris 18 mois de retard. – *La Presse canadienne*

ARABIE SAOUDITE

Le jeune Mohamed Kohail échappe à la peine de mort

Ottawa — Le plus haut tribunal de l'Arabie saoudite a annulé la condamnation à mort imposée à un Montréalais prétendument impliqué dans une bagarre meurtrière, en 2007. Son père espérait hier un règlement de l'affaire avec le versement d'une compensation financière à la famille de la victime.

«Je suis tellement heureux. Depuis hier, je n'ai pas dormi», a déclaré Ali Kohail, le père de Mohamed Kohail. Ce dernier a indiqué qu'il négociait avec la famille de la victime et assuré qu'un *«règlement reste possible»*, selon le principe de la charia (loi islamique) qui consiste à payer une *diyah* pour obtenir le pardon pour la personne condamnée.

Selon une porte-parole du ministre des Affaires étrangères du Canada, Lawrence Cannon, Mohamed Kohail demeure détenu dans une prison saoudienne mais n'est plus menacé de décapitation, à la suite d'un jugement rendu samedi. La Cour suprême de l'Arabie saoudite a également décrété que le suspect âgé de 24 ans devrait bénéficier d'un nouveau procès.

«Il s'agit d'une bonne nouvelle», a lancé Catherine Loubier, porte-parole de M. Cannon. Cette dernière a cependant confié que rien n'était réglé dans le cas de Sultan Kohail, le frère cadet de Mohamed. Cette affaire a été transférée d'un tribunal de la Jeunesse à une cour pour adultes, et elle pourrait se solder par une condamnation à la peine de mort.

«Ce dossier demeure prioritaire pour le gouvernement, a affirmé Mme Loubier. *Le Canada continue de fournir de l'aide consulaire et étudie toutes les hypothèses pour soutenir Mohamed et Sultan Kohail.»*

Mohamed Kohail, un citoyen canadien, et un ami originaire de la Jordanie avaient tous deux été condamnés à la peine de mort en mars 2008. Les suspects étaient soupçonnés d'avoir été impliqués dans l'assassinat d'un adolescent de 19 ans, Munzer Al-Hiraki, à Djeddah en 2007. Le drame a pris naissance après que Sultan se fut disputé avec la cousine de Munzer Al-Hiraki.

La Presse canadienne avec l'AFP

NORTEL

Le conseil savait que l'avenir serait difficile, selon Manley

DAVID FRIEND

Toronto — Il y a près d'un an, Nortel Networks s'effondrait sous les pertes, les ventes en chute libre et d'importantes dettes. Mais alors que plusieurs se sont empressés de trouver un responsable pour les déboires de l'entreprise, un ancien administrateur de l'équipementier canadien affirme que le sauvetage de Nortel a toujours été considéré comme un travail de longue haleine.

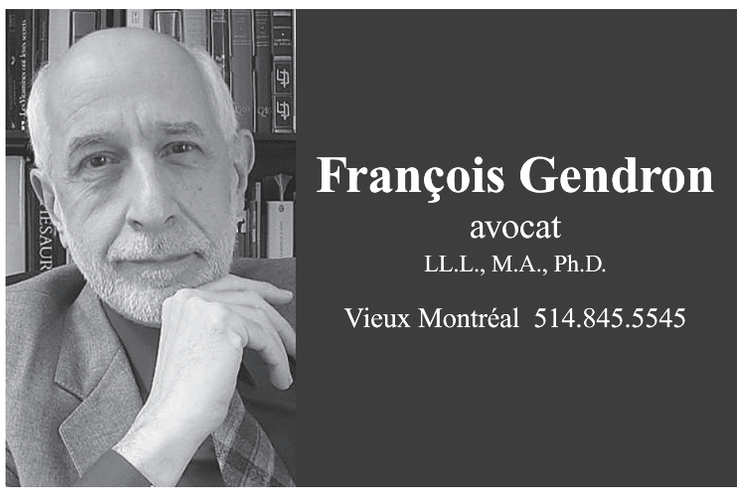
Au cours d'une entrevue, John Manley, qui était membre du conseil d'administration de Nortel peu avant que l'entreprise ne se mette sous la protection de la loi sur les faillites, a expliqué que l'équipementier traversait une *«tempête parfaite»* durant les derniers mois de 2008.

M. Manley a indiqué que tous les administrateurs de Nortel avaient gardé espoir jusqu'à ce que les ventes fondent comme neige au soleil, durant l'automne 2008. Il a ajouté que le conseil d'administration de l'entreprise avait toujours été conscient que le sauvetage de Nortel allait nécessiter un effort soutenu.

Les premières indications que Nortel se protégerait de ses créanciers en Amérique du Nord et en Europe sont apparues le 14 janvier 2009 au matin. John Manley a toutefois admis que les problèmes de Nortel avaient commencé plusieurs années auparavant, et qu'ils s'étaient aggravés au fil du temps.

Ancien ministre des Finances du Parti libéral du Canada, M. Manley a été nommé au C.A. de Nortel en 2004, après que Frank Dunn, alors chef de la direction, et plusieurs administrateurs eurent été renvoyés pour des problèmes de comptabilité.

La Presse canadienne



Pour avoir une en métal
Pour une vraie à l'ordi
Pour des lunettes à sa vue
Pour une vraiement flyé
Pour une belle classique
Pour une deuxième paire
Pour une autre en plastique

50%

d'escompte sur toute nos montures à l'achat de verres (excepté Mikli).
Du 2 au 31 janvier 2010. Boutique Saint-Denis ouverte les dimanches de janvier.

Un regard d'exception
VARILUX® IPSEO® NEW EDITION
essilor

GEORGES LAOUN OPTICIEN

4012, rue Saint-Denis, Coin Duluth 514-844-1919
1368, rue Sherbrooke Ouest, (édifice du Musée des beaux-arts) 514-985-0015

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du : 2010-01-09

Lotto 6/49 : 07 09 10 27 28 40 — 42 compl.

	Gagnants	Lots
6/6	1	7 141 235,00 $
5/6+C	5	54 904,60 $
5/6	148	1 532,30 $
4/6	8 350	51,40 $
3/6	149 982	10,00 $
2/6+C	86 543	5,00 $
Ventes totales :		14 269 900 $

Prochain gros lot (approx.) : 3 500 000 $

Québec 49 : 07 18 19 23 26 38 — 37 compl.

	Gagnants	Lots
6/6	0	2 000 000,00 $
5/6+C	0	75 000,00 $
5/6	14	750,00 $
4/6	903	75,00 $
3/6	16 714	10,00 $
2/6+C	9 173	5,00 $
Ventes totales :		845 795,00 $

Extra 4827972

Lots bonis Lotto 6/49 + Québec 49

	Gagnants	Lots
22 29 39 48	42	1 166,60 $
01 16 34 46	56	875,00 $

Les détenteurs d'une sélection Québec 49 jouée avec le Lotto 6/49 sur un même billet et comportant les quatre numéros d'une même sélection boni tirée se partagent une cagnotte de 49 000 $.

Résultats des tirages du : 2010-01-08

Lotto MAX : 08 17 21 23 24 28 39 — Complémentaire (C) : 31

	Gagnants	Lots
7/7	2	20 000 000,00 $
6/7+C	2	223 872,90 $
6/7	72	6 218,70 $
5/7	4 579	122,20 $
4/7	102 018	20,00 $
3/7+C	93 838	20,00 $
3/7	896 457	Participation gratuite
Ventes totales :		35 963 050 $

Extra 2923550 — Prochain gros lot (approx.) : 10 000 000 $

Mise-O-Jeu — Pariez sur le hockey! Demandez le programme 1 ou 6.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com/video

ÉDITORIAL

Bilan 2009

L'emploi tient le coup

La fermeture de la raffinerie Shell de Montréal-Est porte un coup d'autant plus dur à l'économie de la région qu'elle pourrait inciter sa voisine et concurrente Suncor à faire de même. Ces deux cas illustrent bien la nécessité de mettre le cap vers les industries de l'avenir, un virage que le Québec a déjà pris, comme les données sur l'emploi le confirment, mais qui n'a pas de fin.

Les mauvaises nouvelles se suivent à un rythme affolant depuis quelques années: crise de l'industrie du bois d'œuvre, fermeture de papetières, ralentissement dans les secteurs pharmaceutique et de l'aéronautique… et maintenant cette annonce de fermeture de la raffinerie Shell, qui emploie plus de 500 personnes. La compagnie a beau prétendre qu'elle continuera de distribuer ses produits à partir des installations montréalaises, la vérité est qu'on n'y raffinera plus jamais de pétrole.

La décision plaît à ceux qui détestent les odeurs typiques du raffinage, mais elle n'en est pas moins dramatique pour les familles des travailleurs mis à pied. On peut se demander comment il se fait que les pétrolières, qui justifient souvent les hausses de prix par une capacité de raffinage insuffisante, ferment ainsi des installations qui sont encore fonctionnelles. La réponse s'impose d'elle-même: après tout, n'est-ce pas de la rareté que naissent les hausses de prix et de profits dans un secteur contrôlé par un oligopole?

Il était écrit dans le ciel qu'on fermerait les raffineries de Montréal-Est le jour où les pétrolières réussiraient à approvisionner la région à partir d'installations plus modernes. La consommation intérieure québécoise est en baisse, et comme nous ne produisons pas de pétrole, les compagnies choisissent de raffiner celui qu'elles importent d'Afrique et d'Europe du Nord là où c'est le plus rentable.



JEAN-ROBERT SANSFAÇON

En plus des pertes d'emplois, deux autres conséquences sont à souligner, soit la menace d'une plus grande dépendance à l'égard des raffineries américaines et l'abandon définitif du rêve de développer ici une industrie de la pétrochimie.

Cela dit, la fermeture d'usines vieillissantes en pleine récession est un processus normal dans une économie prospère. Ce qui compte, c'est que l'on vienne en aide aux ouvriers licenciés et, surtout, que d'autres entreprises apparaissent et prospèrent. Ce qui est le cas au Québec, où l'emploi a diminué beaucoup moins qu'ailleurs depuis le début de la récession.

Vendredi dernier, Statistique Canada publiait les données de décembre et celles, plus significatives, de toute l'année 2009. On a ainsi pu constater que le nombre d'emplois avait diminué de moins de 1 % au Québec pendant cette année de récession (-37 000), contre 2,4 % en Ontario et en Colombie-Britannique, et 1,6 % dans l'ensemble du pays. À 355 000 en moyenne pour l'ensemble de 2009, le nombre de chômeurs était le même que cinq ans auparavant, malgré la crise et l'entrée en scène de 147 000 Québécois de plus en âge de travailler.

Cette relative bonne performance s'explique d'abord par le fait que l'économie du Québec s'est diversifiée au fil des dernières décennies et dépend moins des industries traditionnelles. Grâce à une population mieux formée qui craint moins le risque et l'initiative, nous avons rattrapé une partie du retard que nous accusions sur nos voisins. Voilà un processus qui doit se poursuivre et s'accélérer avec l'appui de l'État et de sociétés de financement, comme le Fonds de solidarité, si nous voulons tirer le maximum de bénéfices du prochain cycle de croissance.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

Les chrétiens d'Orient

Le désarroi

Depuis le début de la guerre en Irak, les chrétiens d'Orient ont été la cible d'attentats aussi sanglants que récurrents. Avant que ne s'amorce le conflit au printemps 2003, ils subissaient la vindicte populaire, mais pas avec l'ampleur constatée ces années-ci. À preuve, les événements survenus la semaine dernière en Égypte et en Malaisie en passant par l'Irak.

En Égypte, où les coptes constituent 10 % de la population, sept personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées alors qu'elles venaient d'assister à la messe de Noël. La Noël copte, s'entend. Lors des funérailles du prêtre décédé, d'autres affrontements ont eu lieu entre chrétiens, musulmans et policiers. Les policiers...



SERGE TRUFFAUT

On sait peu, peut-être trop peu, qu'au royaume du Nil, les coptes sont écartés des forces de sécurité, de l'armée et même des postes universitaires. La discrimination officielle, le racisme d'État, s'étend, il faut le savoir, au-delà des corps mentionnés. En tout cas, elle est suffisamment ample pour avoir convaincu des milliers d'entre eux de s'exiler parce que excédés, par ailleurs, par l'indifférence que le gouvernement cultive à l'égard de leurs requêtes répétées depuis des lunes, depuis des décennies.

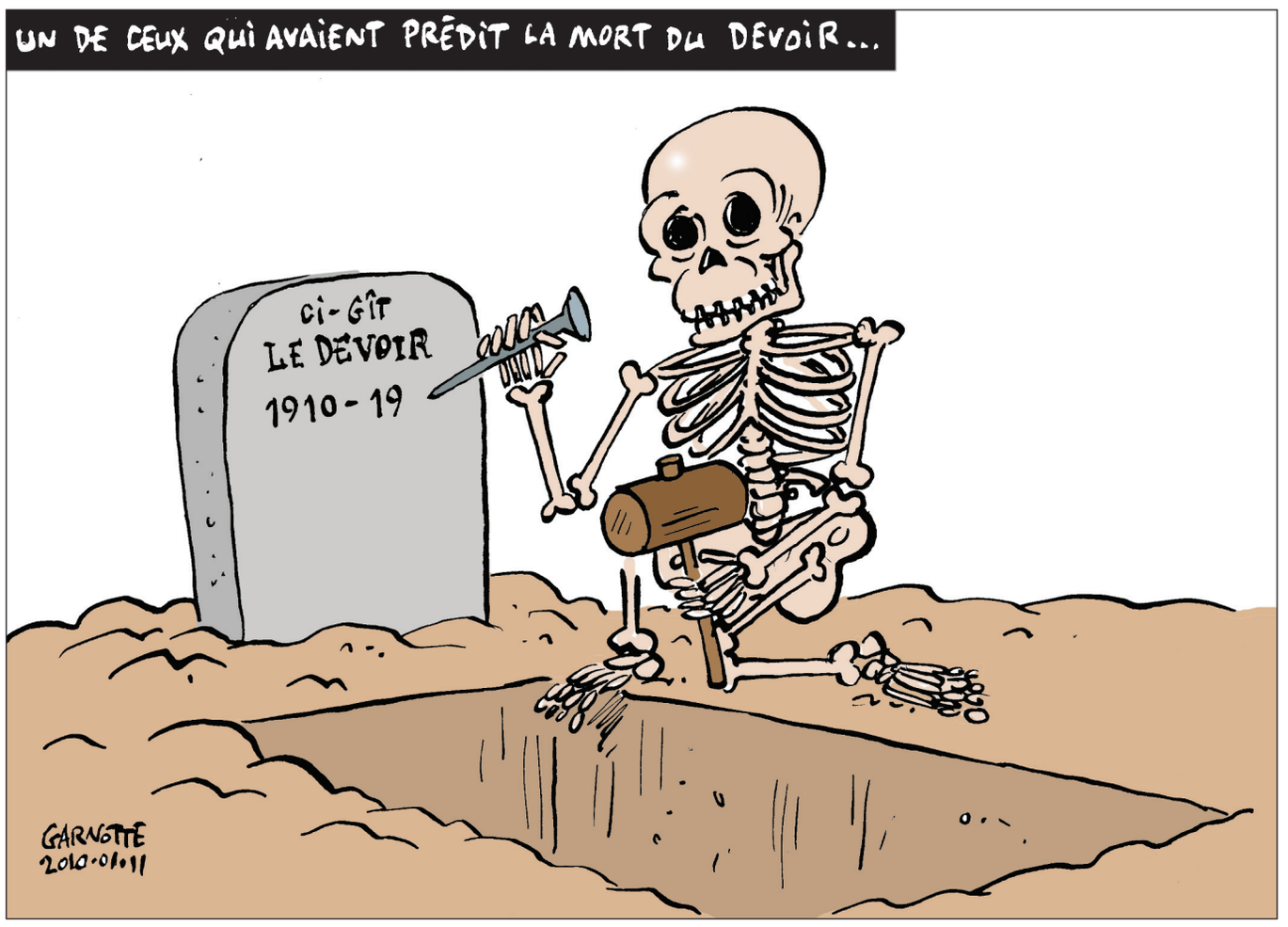
Cette posture, celle en fait de Housni Moubarak, s'explique avant tout par le calcul politique de ce dernier. Afin de contrer ou ralentir la montée en puissance des Frères musulmans, il jongle avec le facteur copte en prenant évidemment soin de réduire la maigre influence qu'ont les chrétiens sur la sphère publique. Autrement dit, la situation de ces derniers est plus dramatique actuellement qu'elle ne l'était il y a quinze ou vingt ans.

Symbole par excellence de cette réduction à trois fois rien de la population copte, la place qui leur a été faite lors des dernières élections. Sur 444 députés composant la liste du Parti national démocratique (PND), la formation de Moubarak, on comptait deux candidats chrétiens. Deux candidats condamnés à faire de la figuration. Suite à ce camouflet, pour rester poli, les chrétiens ont songé à créer leur propre parti. Et alors? On s'est empressé de voter une loi pour l'interdire.

Simultanément aux attentats en Égypte, deux bombes ont ravagé un couvent et une église à Mossoul, dans le nord de l'Irak. En fait, pour faire court, le sort réservé aux chaldéens qui habitent ce coin du globe est pour ainsi dire identique à celui imposé aux coptes. Là également, ils sont régulièrement les victimes de coups montés par les sunnites d'abord et avant tout. Là aussi, on a observé que des milliers et des milliers d'entre eux ont plié armes et bagages, soit dit en passant dans la plus grande indifférence.

Toujours la semaine dernière, on a assisté à un déplacement géographique de la vindicte lorsqu'en Malaisie des islamistes ont attaqué des églises. En un mot, le désarroi va grandissant.

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS
Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

La philosophie pour enfants ne date pas d'hier

Je crois que Christian Dufour est en retard dans ses communications avec le milieu de l'éducation au Québec (lire *Après l'enfant-roi, l'enfant-philosophe!*, 7 janvier). Ce n'est pas depuis 2005 qu'on *«pratique (on n'enseigne pas) la philosophie pour enfants»* dans les écoles. (Cf. mon dernier volume, *L'Animation de la vie de classe*, paru aux éditions Fides en 1993 — avant-dernier des sept volumes de la collection sur *L'activité éducative* publiés en collaboration avec Pierre Angers entre 1984 et 1995).

À titre de conseillère pédagogique, j'ai pratiqué cette activité avec des enseignants du primaire, parallèlement à mes activités de recherches, à partir de 1970.

Les objectifs diffèrent sans doute selon les besoins identifiés dans l'école. Mais vous semblez méconnaître ce qui se vit dans les écoles. Pour ma part, vous ne pouvez soupçonner les bienfaits exceptionnels que j'ai observés chez plusieurs centaines d'enfants du Québec grâce à l'activité éducative. L'exubérance d'un enfant qui prend conscience de la cause de ses blocages dans l'apprentissage de ses maths ou du français, qui réalise comment ses échecs tuent sa motivation, sa joie de découvrir et de réaliser ses projets, etc.

Grâce à l'activité éducative de l'enseignante, des enfants prennent conscience de leurs propres ressources et de la façon de les respecter pour atteindre un apprentissage authentique, pour ne pas s'enfermer dans une répétition d'exercices qui crée souvent l'ennui.

C'est ignorer ce qui se passe dans les écoles que de restreindre la pratique de la philosophie pour enfants à l'objectif de *«contrer la violence et les agressions sexuelles»*. Si on s'y astreint dans certains milieux, c'est qu'il y a de graves problèmes à régler, et seuls les praticiens du milieu peuvent juger de sa pertinence. La philosophie pour enfants concerne avant tout l'apprentissage ou l'épistémologie.

Je suis souvent outrée de lire dans Le Devoir ces textes qui jugent sans connaissance de cause le travail des enseignants et certains projets qui tentent difficilement de faire progresser l'école.

La philosophie pour enfants ne s'enseigne pas — non plus qu'une compétence. Ce sont des activités éducatives qui rendent l'enfant conscient de ses gestes, de ses démarches d'apprentissage, des objectifs qu'il atteint, et suscite la joie et le bonheur de découvrir et d'apprendre.

Colette Bouchard
Le 7 janvier 2010

Suivre l'exemple suédois

Le 6 janvier 2010, le journaliste du quotidien *Le Devoir* Louis-Gilles Francoeur nous informe que la Suède fixe sa taxe carbone à 162 $ la tonne. Pendant ce temps, la France établirait la sienne à la hauteur de 25 $, si le président Sarkozy arrive à faire passer sa loi.

Le Québec, avec ses 7 millions d'habitants, produit 12 tonnes de CO_2 par personne. Si l'on appliquait la politique suédoise au Québec, on arriverait à une facture, pour notre taxe carbone, de 13,6 milliards de dollars par année. Si l'on appliquait la taxe française, on obtiendrait une facture de 2,1 milliards par année. Nous ne serons aucunement surpris de voir surgir les nouvelles technologies nous venir des pays qui auront su être innovateurs.

Faire partie du Canada nous obligera bientôt à assumer une taxe carbone sur tous les produits que nous allons exporter vers l'Europe, parce que les Européens ne paient pas de telles taxes pour lutter contre la pollution, dans le but de nous permettre de continuer à polluer la planète. Le Québec ferait mieux s'il agissait seul dans son développement, à l'exemple de la Suède, qui va éliminer totalement le pétrole pour les voitures, d'ici peu.

André Mainguy
Longueuil, le 6 janvier 2010

Qu'ils sont pointilleux, les Montréalais!

J'ai habité plusieurs années dans une ville du Québec, avec une population d'environ 100 000 habitants. L'hiver, il fallait attendre des jours et des jours, parfois près de deux semaines, pour voir les rues et surtout les trottoirs déneigés, plus particulièrement les rues secondaires. C'était l'enfer. Il fallait emprunter la rue pour marcher de façon sécuritaire.

Dès mon arrivée à Montréal, au début des années 2000, une de mes surprises fut de constater combien l'entretien des rues et des trottoirs se faisait plutôt rapidement. Dans le quartier où j'habite, lorsque je sortais le matin aux environs de 8 h, je marchais la plupart du temps sur un trottoir dégagé. J'avais alors bien du mal à comprendre les Montréalais, qui semblaient vouloir que la neige soit enlevée avant même d'être tombée ou presque. Il me semblait qu'il fallait un certain temps pour ce faire, après une bonne bordée. D'autant plus qu'à Montréal, il y a bien plus de rues que dans la ville d'où je viens. Je me disais: «Qu'ils sont pointilleux, les Montréalais!» Les citoyens de cette ville sont vraiment très exigeants, et pas seulement lorsqu'il s'agit de l'enlèvement de la neige.

Depuis des années que je vis dans la métropole, l'entretien des rues et des trottoirs durant l'hiver n'a cessé de s'améliorer. Pourtant, à chaque tempête de neige, on entend des Montréalais se plaindre. Bien sûr, c'est beaucoup plus facile d'agir ainsi que d'être à la place des responsables du déneigement et à celle des nombreux travailleurs qui, la nuit et le jour, s'attellent à la tâche pour faciliter nos déplacements.

Benoît Descôteaux
Montréal, le 7 janvier 2010

LIBRE OPINION

On est en 2010, monsieur Dufour

JOCELYN BÉRUBÉ
Charny

Ayant décidé, à l'aube de la cinquantaine, de réaliser un rêve de jeunesse, j'ai entrepris un cycle universitaire complet: bac, maîtrise, que je termine cette année, et doctorat. J'ai eu l'immense plaisir, au cours de mon bac, de suivre deux cours de philosophie pour enfants dispensés par Michel Sasseville lui-même, un privilège en soi. C'est pourquoi je me permets de venir crier ma stupéfaction après avoir lu l'opinion de Christian Dufour, dans le *Devoir* du 7 janvier.

Se qualifiant lui-même de «politicologue», terme vieilli aujourd'hui, remplacé par celui de «politologue», M. Dufour nous sert un ramassis de clichés passéistes sur ce que devrait être l'école primaire. Il s'insurge en effet contre le fait que le programme de philosophie pour enfants ait comme objectif d'apprendre aux enfants à «penser par et pour eux-mêmes». *«Au lieu d'admettre»*, écrit-il, *«qu'on s'est malheureusement trompé en demandant à ce point aux enfants du primaire d'exprimer leur opinion, on s'enfonce: on veut maintenant leur montrer comment développer cette opinion.»*

Eh oui, monsieur Dufour, il y a des gens sur cette planète, et même dans ce pays, qui pensent qu'en développant le sens de la réflexion tout au long du cursus scolaire, on fera des êtres humains et des citoyens moins dépendants des idéologies que véhiculent ceux qui pensent détenir la vérité, plutôt que des bons petits robots obéissant à toutes les injonctions des faiseurs d'idées, quitte à faire moins preuve de ce «savoir vivre en société» et de cette «politesse» que vous semblez tant chérir.

M. Dufour s'en prend à l'orientation idéologique du programme de philosophie pour enfants. S'il avait eu l'occasion de suivre la formation universitaire destinée aux enseignants, il aurait vite compris que l'exercice vise précisément à former les enfants à identifier les idéologies et à s'en affranchir. Il faudrait plutôt, selon lui, enseigner aux élèves «des choses prosaïques dont ils auront besoin toute leur vie, comme lire, écrire et compter, avec l'effort et la persévérance qui sont indissociables de cet apprentissage».

Voilà précisément où le bât blesse: cette litanie maintes fois répétée — lire, écrire et compter —, cette ritournelle à trois temps devrait en être une à quatre temps. N'est-il pas de la plus élémentaire logique, en effet, que le petit humain apprenne aussi à réfléchir? M. Dufour, tout comme les gens de son époque, semble penser que la réflexion est innée, qu'elle ne demande pas d'apprentissage. On voit où ça mène!

Pour ce qui est de l'effort et de la persévérance, ces deux valeurs sont justement au centre de la démarche de philosophie pour les enfants. Se démarquer de ses préjugés, accepter de considérer le point de vue de l'autre, revoir ses opinions, voilà qui demande beaucoup d'efforts et de persévérance, car le petit homme, autant que le grand, retombe souvent dans ses ornières idéologiques, animé qu'il est par ses émotions.

En cette ère de mondialisation, en ces temps de communication, n'est-il pas plus important de reconnaître l'Autre comme un égal plutôt que d'être poli et de continuer à le détester? Et quand j'écris l'Autre, je ne parle pas du Noir, du Jaune ou du Vert. Je parle tout simplement de mon frère, de ma sœur, de mon père, de ma mère, de mon voisin. Être à l'écoute de soi, être à l'écoute de l'autre, réfléchir puis intervenir. Voilà ce que veut enseigner la philosophie pour enfants.

IDÉES

Les Verts fossoyeurs de l'altermondialisme

DENIS BLONDIN
Québec

Malgré l'expansion marquée de la conscience environnementaliste, rien ne semble se pointer à l'horizon pour modifier la trajectoire de notre système de production capitaliste. C'est pourtant lui, le véritable moteur du désastre écologique. Ce système reste fondé sur un principe de croissance économique illimitée et, loin de se remettre en question, il maintient son cap insensé chez nous en même temps qu'il fleurit à une allure accélérée en Chine, en Inde ou au Brésil. Même la dernière crise financière, pourtant sévère, ne l'a pas modifié d'un iota.

Il peut sembler injuste de vouloir rendre notre nouvelle ferveur environnementaliste responsable de cette inertie, mais c'est pourtant sa part de responsabilité que je voudrais cerner ici. C'est parce qu'elle constitue un rouage essentiel de notre conscience collective et qu'elle pourrait jouer un rôle différent.

Les idéaux qui ont inspiré l'altermondialisme n'ont pas disparu, ils ont été noyés dans un discours écologiste plus tapageur et plus subventionné

Je constate que la vague écologiste a étouffé la vague altermondialiste. Elle a déplacé sur un plan strictement matériel une réflexion qui portait au départ sur la société. Nos yeux sont maintenant braqués sur des cirques ternes comme celui de Copenhague, pendant que les forums sociaux mondiaux se font de plus en plus timides, discrets et sans conséquence. Ce joli coup de barre a requis la collaboration de tous, tant les grands manitous que les petits militants plus ou moins verts que nous sommes presque tous devenus.

Verts militants et grands récupérateurs

À la base, il y a les citoyens de bonne volonté, qui votent de plus en plus vert. Mais les Partis verts n'ont qu'un seul et unique programme: c'est la verdure. Comme les questions sociales, économiques et politiques sont trop compliquées, ils évitent de s'en mêler pour ne pas perdre de votes. Le pire, c'est qu'ils ont l'impression d'être bien partis, sous prétexte qu'ils recueillent un pourcentage croissant de votes parmi les mécontents des vieux partis. En fait, ils réussissent surtout à freiner l'essor des véritables partis alternatifs.

L'éveil d'une conscience environnementaliste ne semble susciter que des ajustements mineurs dans le choix des gadgets à consommer. Ceux qui en ont les moyens se pavanent avec des autos hybrides, les autres se contentent des petits gestes du recyclage quotidien. Le problème des petits gestes, ce n'est pas tellement qu'ils risquent de prendre la place des grands, c'est qu'ils peuvent déplacer notre champ de conscience vers la mauvaise cible. La foi a besoin d'être alimentée par des rituels, mais les rituels peuvent aussi devenir des soporifiques aussi efficaces que le chapelet ou l'aumône: ils créent de la bonne conscience à peu de frais et confortent le système social dominant sans le contester. Je préfère encore la mauvaise conscience.



PEDRO ARMESTRE AGENCE FRANCE-PRESSE

Chouchous

Les citoyens de bonne volonté ne sont pas les seuls à vouloir préserver notre culture matérialiste si enivrante. Ils emboîtent le pas aux grands manitous de la nouvelle économie verte, ceux qui font fortune en convainquant les gouvernements de subventionner la destruction des vieux chars pour pouvoir en vendre plus vite des nouveaux. Ces écologistes-là sont les chouchous des gouvernements, du moins ceux qui ne vivent pas du sable bitumineux.

La progression des idéaux verts se nourrit de leur récupération comme instruments de marketing. Le vert est rapidement devenu un simple logo facilitant la vente ou le vote, tout comme le bio ou l'équitable, si bien que le consommateur finit par oublier la différence entre les trois pour ne retenir que le signe «plus»: ce sont de bons produits.

Pendant ce temps, nous laissons les riches dormir en paix. Ils ne sont pas les seuls responsables, mais leur position aux commandes des institutions leur confère une plus grande responsabilité. Il reste qu'acheter 49 $ des lecteurs DVD qu'on jettera au bout d'un an est aussi scandaleux qu'empocher des primes faramineuses pour s'acheter des jets privés, et cela en vertu de l'empreinte sociale, pas seulement de l'empreinte écologique. Ce qui importe, c'est de cibler le système même qui est en cause: celui qui définit le bonheur comme un niveau de consommation et l'être humain comme une créature animée de besoins illimités et vouée à l'irresponsabilité, puisque tout finit avec sa mort individuelle et matérielle.

Les vrais enjeux

Faut-il sauver la planète ou les humains? Comme ce sont des humains qui choisissent, la réponse semble évidente. Mais quels humains? Il peut très bien arriver que le choix soit fait par les riches seulement et vise seulement leur propre préservation, comme d'habitude. Ce qui est nouveau dans l'histoire, c'est que cette option n'est plus envisageable parce qu'on ne peut plus construire des murs ou des frontières pour séparer l'air ou l'eau des pauvres de ceux des riches, même si ces derniers préfèrent l'ignorer. Il faut à tout prix les — c'est-à-dire nous — forcer à regarder cette réalité en face.

Personne ne peut fournir les plans détaillés de la nécessaire révolution. Seuls des grands objectifs peuvent être définis. On peut les ramener à deux cibles essentielles: la transformation des institutions politiques, économiques et sociales, et l'émergence d'une nouvelle culture. C'est précisément ce à quoi s'était attaqué spontanément le mouvement altermondialiste au moment où il a émergé, au tournant du millénaire. On pourrait penser que ce mouvement s'est simplement essoufflé, mais en fait, il a été dévié. Les idéaux qui l'ont inspiré n'ont pas disparu, ils ont été noyés dans un discours écologiste plus tapageur et plus subventionné.

Culture

Au-delà de la boulimie de surconsommation et de la misère imposée à des continents entiers, il y a une culture, il y a une société avec son système économique et ses institutions. Ce sont des constructions humaines et il est donc possible de les changer, car rien de tout cela n'est irrémédiablement inscrit dans notre nature humaine. Cette nature a, pendant très longtemps, produit des économies durables et des cultures axées sur l'être humain où la liberté signifiait l'absence de contraintes, plutôt que la multiplicité des choix entre des modèles de VUS, où l'on pouvait chercher à être une richesse plutôt qu'à être riche.

Puis est arrivé le «développement», qui a fini par inverser les priorités et définir la consommation des biens matériels comme une fin en soi. Nous ne pouvons pas revenir en arrière, mais nous pouvons saisir l'occasion que nous donne la conscience écologique pour remettre notre société mondialisée sur une trajectoire historique plus prometteuse.

Saint Augustin le Berbère

«Si vous ne trouvez pas une prière qui vous convienne, inventez-la.»
— Saint Augustin

MOHAMED BENHADDADI
Professeur associé à l'École Polytechnique

Le nouvel an berbère est célébré en l'honneur de Sheshnaq Ier, devenu premier pharaon d'origine berbère en l'an 950 avant notre ère, fondateur de la XXIIe dynastie qui régna sur tout le delta du Nil. Ce nouvel an, commémoré le 13 janvier, est une fête agraire qui invoque la clémence des forces de la Nature pour protéger les récoltes. Ce jour-là, un copieux repas familial est servi, ce qui est censé présager une nouvelle année où l'abondance sera au rendez-vous. De nos jours, les détails de la célébration varient d'une région à l'autre, certains associant même à cette fête un événement familial heureux, comme la première coupe de cheveux du dernier-né, un mariage…

En fait, dans notre langue, les Berbères s'appellent *Imazighen* (pluriel d'*Amazigh*, qui se traduit textuellement par «homme libre») et le nouvel an *Yennayer*. Aujourd'hui, il est difficile d'évaluer le nombre de berbérophones dans le monde, car les statistiques officielles ne tiennent pas compte de la langue maternelle. Néanmoins, certains experts estiment que les berbérophones constituent près du quart de la population algérienne et plus du tiers de la population marocaine.

On rencontre aussi, à nettement moindre échelle, des minorités berbères en Tunisie, en Mauritanie, en Libye, en Égypte (oasis de Siwa) et aux îles Canaries. À cela, il faut ajouter un million de Touaregs répartis sur cinq pays du Sahel et une diaspora de deux millions, essentiellement en France. Même si la langue berbère possède son propre système d'écriture, de grammaire et de syntaxe, il existe près de 30 dialectes, alors que les communautés berbérophones les plus nombreuses sont les Chleuhs au Maroc et les Kabyles en Algérie.

Saint Augustin le Berbère

Au Québec, la population d'origine berbère n'est pas connue en tant que telle. Par extrapolation, elle peut être évaluée à 30 000 personnes. À Montréal, le Berbère le plus célèbre est probablement Rachid Badouri, alors qu'en France, c'est Zinédine Zidane, demeuré icône nationale, même après sa retraite footballistique. Mais le Berbère le plus célèbre au monde est plutôt méconnu de mes concitoyens d'ici.

En 2005, quand le célèbre acteur Gérard Depardieu a présenté à la basilique Notre-Dame de Montréal les *Confessions* de saint Augustin (354-430), très peu de Québécois savaient que cet illustre penseur était… Berbère. Un de mes collègues, de surcroît professeur, a même eu de la misère à me concéder que le célèbre théologien et non moins père de l'Église latine puisse être mon aïeul; il est vrai que le réfractaire à toutes les religions que je suis manifestait alors un penchant douteux pour ce religieux.

À ma décharge, le fait est que même si la doctrine de saint Augustin s'appuie sur la foi, les scientifiques et non-religieux peuvent amplement trouver leur compte dans ses écrits où la raison est omniprésente. Comment peut-on ne pas faire siennes ses citations du genre *«se tromper est humain, persister dans l'erreur est diabolique»* ou *«celui qui se perd dans sa passion perd moins que celui qui perd sa passion»*? Ironie du sort, alors que saint Augustin le Berbère était sur son lit de mort (an 430), les Vandales venus de Scandinavie sont entrés à Hippone (actuelle Annaba, Algérie) après un long siège.

Oppression

Longtemps, la langue et la culture berbères ont été opprimées, elles qui étaient bannies du système éducatif et ne jouissaient d'aucune reconnaissance institutionnelle. Bien plus, le fait berbère était même considéré comme un facteur de division mettant en péril l'unité nationale. D'ailleurs, sitôt l'indépendance acquise, les chaires universitaires de berbère ont été fermées, aussi bien à Rabat (1956) qu'à Alger (1962).

Quant à ceux qui ont revendiqué cette culture, ils ont été marginalisés et dénigrés comme étant à la solde d'intérêts étrangers. Ceci dit, depuis ces quinze dernières années, aussi bien au Maroc qu'en Algérie, un changement s'est opéré, puisque l'enseignement du berbère est pris en charge, alors que des structures officielles pour la promotion de la langue et la culture berbère ont vu le jour. [...]

Espoir

Encore aujourd'hui, saint Augustin n'est pas reconnu à sa juste valeur dans son pays d'origine. Les programmes scolaires l'ignorent totalement, car les forces du *statu quo* islamo-conservatrices font encore l'impasse sur tout ce qui remonte avant le VIIe siècle. Je me souviens, jeune ado au milieu des années 1960, que c'était en secret qu'on écoutait, sur RFI à 19h-19h30 et avec ma grand-mère, Slimane Azem, poète-chanteur kabyle banni pour crime de lèse-majesté.

Que dire alors du prénom Kahina, que l'état civil refusait obstinément d'enregistrer parce qu'il symbolisait la résistance face à l'invasion arabe? Aujourd'hui, la reine berbère juive Kahina aurait été fière de savoir que son prénom est l'un des plus courants en Algérie, alors que Slimane Azem est revenu en grâce même parmi les officiels. Beaucoup de Berbères, surtout parmi les Kabyles, ne souffrent plus de syndrome identitaire, assumant désormais totalement leur histoire.

C'est assurément une source de fierté que d'avoir eu des devanciers aussi glorieux que saint Augustin, Kahina et Tarik Ibn Zyad, acteur principal de la conquête islamique de la péninsule ibérique et dont le détroit de Gibraltar porte le nom. Ces trois illustres Imazignen font partie du patrimoine commun des Berbères, pour ne pas dire de l'humanité, et étaient respectivement chrétien, juive et musulman.

Si elles ont connu tour à tour leur heure de gloire, les trois religions monothéistes prônent chacune à sa manière l'amour du prochain et d'un seul et même Dieu. Nul doute que le découplage du politique avec le religieux, sous d'autres cieux, et le démasquage du hideux visage des adeptes du choc des civilisations, sous nos cieux d'ici, sont de nature à contribuer à la réalisation de cette prière. Amen. En attendant un dialogue entre civilisations un peu plus fructueux, *aseggas ameggaz!* («bonne année»).

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire *(adjoint au directeur de l'information)*, Marie-Andrée Chouinard *(éditorialiste, responsable de la page Idées)*, Marco Bélair Cirino *(général)*, Jeanne Corriveau *(affaires municipales)*, Fabien Deglise *(consommation)*, Jean Dion *(sports)*, Louis-Gilles Francœur *(environnement)*, Lisa-Marie Gervais *(éducation)*, Pauline Gravel *(sciences)*, Brian Myles *(justice et faits de société)*, Louise-Maude Rioux Soucy *(santé)*, Philippe Papineau *(pupitre)* ; **information politique** : Michel David *(chroniqueur)*, Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté *(correspondants parlementaires à Ottawa)*, Antoine Robitaille et Robert Dutrisac *(correspondants parlementaires à Québec)*, Alec Castonguay et Kathleen Lévesque *(reporter)* ; **information culturelle** : Michel Bélair *(théâtre et cahier Culture)*, Stéphane Baillargeon *(médias)*, Frédérique Doyon *(reporter)*, Caroline Montpetit *(livres)*, Isabelle Paré *(reporter)*, Odile Tremblay *(cinéma)*, Paul Bennett *(pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end)*, Julie Carpentier *(pupitre)* ; **information économique** : Gérard Bérubé *(adjoint au directeur de l'information)*, François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Reny (pupitre) ; **information internationale** : Serge Truffaut *(éditorialiste)*, Claude Lévesque *(reporter)*, Jean-Pierre Legault *(pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives)* ; Diane Précourt *(responsable des pages thématiques)* ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau *(photographes)* ; Michel Garneau *(caricaturiste)* ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet *(correctrices)* ; Paul Cauchon et Benoît Munger *(responsables du site Internet)*, Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin *(commis Internet)* ; Amélie Gaudreau *(secrétaire à la rédaction)*; David Dumouchel et Étienne Plamondon-Émond *(commis à la rédaction)*. **DOCUMENTATION** Gilles Paré *(directeur)*, Manon Derome *(Montréal)*, Monique Bhérer *(Ottawa)*. **PUBLICITÉ** Julie Chrétien *(directrice adjointe)*, Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaï *(publicitaires)*, Sylvie Laporte, Martine Bérubé *(secrétaire)*. **PRODUCTION** Christian Goulet *(directeur de production)*, Olivier Zuida *(directeur adjoint)*, Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. **INFORMATIQUE** Yanick Martel *(administrateur Web)*, Hansel Matthews *(technicien informatique)*. **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) *(responsable service à la clientèle)*, Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers *(responsable promotion)*. **ADMINISTRATION** Stéphane Roger *(contrôleur)*, Olena Bilyakova *(responsable des services comptables)*, Claudette Béliveau *(adjointe administrative)*, Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

INDE

SUITE DE LA PAGE 1

le système de castes indien. Peut-être me disait-il ce que je voulais entendre. J'en déduis donc, ai-je dit, que tu as voté pour le Parti du Congrès (et son idéologie séculière) aux dernières législatives du printemps dernier. *«Non, pour le BJP*, répondit-il. *Je ne peux pas blairer Sonia Gandhi* [la chef tutélaire du parti].*»* Le BJP? Parti des hautes castes urbaines et du nationalisme hindou et antimusulman? *«Je sais*, fit-il en esquissant un sourire, *c'est un peu contradictoire.»*

L'Inde n'a pas le monopole des comportements politiques incohérents, tant s'en faut. Sauf que c'est ici comme si les effets pervers de la vie démocratique étaient exacerbés à la puissance mille. Il ne nous vient pas spontanément à l'esprit de dire des Indiens qu'ils pèchent par discrétion. Vu le poids du nombre. Le système indien est, en simples termes quantitatifs, un gigantesque capharnaüm, un incroyable dédale dans lequel se marient, s'affrontent et se défont des centaines de partis politiques. À l'échelle nationale, ils sont si nombreux, les Indiens (qui du reste ne se font pas prier, eux, pour se rendre aux urnes), que les 700 millions d'électeurs sont invités à voter en quatre phases et sur plusieurs jours. Démocratie monumentale!

Mais plus fascinante encore que cette démesure numérique est l'hallucinante complexité de la culture politique et de la société indienne, produit des traces indélébiles laissées par l'empire britannique, mais surtout de soixante ans d'une indépendance nationale née dans le sang et l'exode de la Partition. En un mot comme en mille, les Indiens ont une démocratie bien à eux, qui ne doit rien à personne pour ses victoires — dont la moindre n'est pas de tenir ensemble un pays aux régionalismes identitaires si catégoriquement diversifiés. Pareillement, l'Inde n'a qu'elle à blâmer pour ses défaites.

◆ ◆ ◆

Que devient l'Inde et qu'est-ce qu'être Indien? Qu'a à voir l'Indien du Bengale occidental avec celui du Kerala? Se rencontrent-ils en voyage qu'ils utiliseront probablement l'anglais, plutôt que l'hindi, pour se parler. Vous n'imaginez pas à quel point les librairies de New Delhi, de Bombay et de Calcutta débordent d'ouvrages sondant, avec une résilience toute indienne, la nature de la personnalité collective. Sans complaisance. C'est l'écrivain Rohinton Mistry, avec son *Équilibre du monde*. C'est l'écrivaine et essayiste Arundhati Roy (*Le dieu des petits riens*), l'une des critiques les plus virulentes de la course au développement néolibéral qui balaie le pays. Pour ne nommer que deux des plus connus chez nous.

La société indienne serait tellement plus facile à comprendre si elle n'était pas aussi pragmatique, relativiste, en même temps que hiérarchisée jusque dans les moindres détails. Rien, en Inde, me disait une connaissance québécoise qui habite Delhi depuis six ans, n'est jamais tout à fait blanc ni tout à fait noir.

L'une des contributions les plus stimulantes au débat, du moins du point de vue de l'étranger qui débarque, est peut-être celle de l'ancien diplomate Pavan K. Varma, auteur de *Being Indian* (*Le Défi indien*, Actes sud, 2005), dans lequel il se lance dans une entreprise franchement iconoclaste de démythification de cette Inde spirituelle et de son aura d'intemporalité qui subjuguent tant les touristes. Formidable travail d'introspection. Comment la plupart des Indiens, s'interroge M. Karma, arrivent-ils à concilier leur invraisemblable indifférence à la souffrance des pauvres et à l'iniquité du système de castes (que l'essayiste considère comme *«l'un des systèmes d'exclusion les plus rigides au monde»*) et leur adhésion enthousiaste à la démocratie parlementaire et à ses principes égalitaires?

Il répond crûment que *«les Indiens ne sont pas démocratiques d'instinct ou par tempérament»*. La démocratie, écrit-il, a survécu et fleuri en Inde parce que les Indiens, du plus humble au plus puissant, ont vite compris qu'il s'agissait avant tout *«de l'instrument le plus efficace d'ascension sociale, d'acquisition de pouvoir personnel et de richesse.»* Le nouvel ordre démocratique ne les a pas rendus tellement plus égalitaristes, prétend-il, mais au contraire plus sensibles encore aux calculs du pouvoir, qui est devenu plus aléatoire et plus changeant. Si donc les Indiens continuent d'obéir à une vision du monde fondée sur le respect pointu des hiérarchies sociales, il reste que, la décrispation économique des vingt dernières années aidant, les *«vieilles rigidités»*, comme dit Varma, tendent à se diluer. Ainsi s'explique, par exemple, que Mayawati, une dalit (intouchable), soit devenue première ministre de l'Uttar Pradesh, l'État le plus peuplé de l'Union indienne.

Ce qui fait que l'Inde n'a peut-être jamais été aussi mouvante, si subtile que soit cette mouvance. À une autre époque, Gandhi avait fait cette réponse à un disciple qui lui reprochait de changer trop souvent d'opinion, d'une semaine à l'autre: *«Ah!*, avait répondu le Mahatma, *c'est que j'ai beaucoup appris depuis la semaine dernière.»*

Le Devoir

Rectificatif

Le nom d'un ancien directeur du *Devoir* était mal écrit dans une liste de publications citée en page 5 du cahier spécial consacré aux 100 ans du *Devoir* publié samedi. Il aurait fallu lire: *«60 éditoriaux pour comprendre* Le Devoir *sous Gérard Filion (1947-1963)»*.

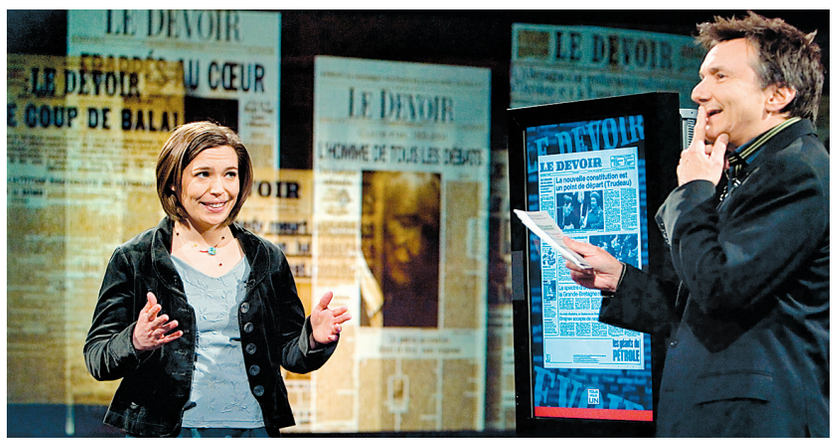
DEVOIR

SUITE DE LA PAGE 1

ceux qui, hier et aujourd'hui, participent de ce «petit miracle» et celui que nous appelons affectueusement les «amis-lecteurs». Dans cette reconstitution d'une salle de rédaction, autour d'un sympathique café-croissant, les déclarations d'amour ont fusé, tendres effusions de ces cœurs fidèles aux artisans du *Devoir*. *«On vous aime»*, a lancé une dame qui avait fait le chemin depuis Valleyfield pour venir rencontrer les journalistes du *Devoir*.

L'heure, qui était définitivement aux réjouissances, a donné lieu à des confidences et des manifestations d'appui indéfectible. *«Le journal est unique et il mérite cette attention. Je suis venu ici aujourd'hui pour lui donner mon soutien. On se rend compte que d'autres journaux sont sujets à l'intervention de leurs propriétaires qui limitent la liberté des opinions»*, a soutenu d'entrée de jeu Robert Roch, un Manitobain qui lit *Le Devoir* depuis son arrivée au Québec en 1971.

L'organisateur des activités du centenaire, Michel Petit, s'est réjoui d'avoir vu autant de gens répondre à l'appel. *«On avait fait le pari que les lecteurs allaient vouloir venir rencontrer les journalistes du* Devoir. *On s'attendait à quelques personnes, mais on a eu plus d'un millier. C'était génial. Une symbiose incroyable»*, a-t-il souligné.



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

L'enseignante Marie-Christine Lalande a réussi avec brio l'épreuve de l'émission spéciale *Tous pour un* sur *Le Devoir*, animée par Francis Reddy.

Ayant récolté de nombreux éloges de la part de ses collègues, des concurrents et des gens qui témoignent un grand respect au *Devoir*, la directeur du journal, Bernard Descôteaux, a également tenu à rendre hommage à son tour aux artisans du journal, mais surtout aux lecteurs qui donnent un sens à cette belle histoire d'amour. *«Vous renforcez notre sentiment d'être utiles et qu'on sert à quelque chose. Vos témoignages nous réconfortent»*, a-t-il déclaré à la foule non sans émotion.

Une cérémonie festive

Dans une certaine fébrilité, celle-là même qui précède les hommages des grandes fêtes, les quelque 500 invités du gala des cent ans du *Devoir* se pressaient fièrement dans le hall du marché Bonsecours où avait lieu le repas d'anniversaire, sous la présidence d'honneur du premier ministre du Québec, Jean Charest. «Le Devoir *lui a lancé l'invitation et il a accepté spontanément et rapidement. Les gens du* Devoir *ont été très touchés»*, a relaté Michel Petit, qui a également dirigé le 350e anniversaire de Montréal.

Parmi les convives, des politiciens dont 26 députés du provincial et du fédéral, l'ancien premier ministre Pierre-Marc Johnson, la chef de l'opposition Pauline Marois, le maire de Montréal Gérald Tremblay, des représentants des milieux culturel, scientifique, syndical, dont le président de la FTQ, Michel Arsenault, la présidente du Mouvement Desjardins Monique Leroux, ainsi que le cardinal Jean-Claude Turcotte et Pierre Karl Péladeau, qui étaient également à la table d'honneur.

Le Devoir pouvait hier se vanter d'avoir beaucoup d'amis, même parmi les concurrents. Bon prince, l'éditorialiste de *La Presse*, dont les prises de position et les opinions divergent le plus souvent d'avec celles du *Devoir*, a loué les qualités du *Devoir* et parlé de Claude Ryan comme d'un modèle, presque un mentor.

Se disant un «ami» du *Devoir* comme l'a été son père, le président et chef de la direction de Quebecor, Pierre Karl Péladeau, a souligné le caractère indispensable du *Devoir*.

En fin de soirée, le copropriétaire du Canadien de Montréal, Andrew Molson, qui a célébré tout au long de la dernière année le centenaire de son club de hockey, a offert à M. Descôteaux un chandail du Tricolore arborant le numéro 100. Et Marie-Christine Lalande, jeune concurrente de l'émission spéciale de *Tous pour un* sur *Le Devoir*, a joint les convives à la Salle de la commune, les joues rosies par son triomphe.

Des hommages de grandes personnalités du Québec, des témoignages d'affection sur toutes les lèvres et une sorte de vent de fierté mêlé d'une douce euphorie. Voilà qui commence bien un nouveau siècle.

Avec Marco-Bélair Cirino
Le Devoir

GAUCHET

SUITE DE LA PAGE 1

la réflexion en interrogeant *L'Avènement de la démocratie*, l'invention d'une nouvelle manière de se gouverner sans le recours commode à de divins diktats.

Né en 1946, historien et philosophe, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris et au Centre de recherches politiques Raymond-Aron, Marcel Gauchet est également rédacteur en chef de la revue *Le Débat* depuis sa création, en 1980. Il anime un blogue personnel *(gauchet.blogspot.com)*. Il demeure un des intellectuels les plus atypiques et les plus respectés produits par la France depuis Mai 68.

Comment caractérisez-vous la situation actuelle des médias?

La situation n'est pas simple à caractériser. Jamais il n'y a eu autant d'information en circulation. Seulement, tout dépend de ce que l'on met sous ce terme et du jugement porté sur la pertinence de cette information. On sait de plus en plus de choses sur de plus en plus de sujets, ça c'est vrai. On peut accéder à une masse extraordinaire de renseignements sur à peu près tout. Mais est-ce là l'unique fonction des médias? Ne servent-ils qu'à transformer en information la substance du monde? Ce n'est pas sûr.

Si on propose une définition plus rigoureuse de l'information comprise comme ce qui nous aide à comprendre ce qui se passe dans le monde aujourd'hui, il n'est pas sûr que la surabondance actuelle nous fasse gagner au change. Ce pourrait même être un voile qui nous empêche de nous y retrouver. Nous savons de plus en plus de choses sur des choses insignifiantes. Notre grand problème, tout à fait nouveau, revient donc à nous battre contre cette surabondance. Voilà pour moi le caractère déterminant de la situation actuelle.

Nous sommes passés d'une économie de la rareté, où l'information était rare, chère, difficile à obtenir, à une économie de la surabondance, où on peut se procurer les plans de la bombe atomique en trois piques et tout savoir sur la vie privée du roi de Thaïlande. En fait, nous sommes en permanence dans le brouillard parce que nous n'arrivons pas à nous dépêtrer du trop. C'est inédit. Nos cerveaux sont frappés du syndrome de l'obésité. Il y a trop à bouffer et tout le monde s'empiffre. Notre problème revient donc à apprendre à naviguer dans ce flot qui nous déconcerte et où nous avons en vérité de plus en plus de mal à trouver de l'information pertinente éclairante, qui nous donne une prise sur le mouvement des choses.

Il peut donc y avoir trop d'information? C'est difficile à entendre pour un journaliste…

Prenons l'exemple récent de la conférence de Copenhague. J'ai été fasciné par la disproportion entre le gigantesque tam-tam médiatique autour de cette réunion mondiale et le fait que, à ce jour, on ne sait pas vraiment ce qui s'est passé dans la négociation. On avait donc mille reporters, toutes les images possibles et imaginables, mais pas ce qui compte!

Je viens de lire dans le magazine *The Economist* le premier texte qui avance au moins un scénario probable, en incriminant les Chinois et en expliquant comment ça s'est passé à peu près, en coulisse, mais sans entrer dans les détails, avec un truc très rapide. Vous voyez la distance temporelle! C'est fascinant de penser au contraste de cette couverture heure par heure, minute par minute, et le fait que nous n'avons rien compris, que les médias ne nous ont pas donné le moyen de comprendre ce qui s'est réellement passé.

Sans parler de tout ce qu'on nous raconte sans nous permettre de le comprendre. Pensez à ce qu'on a vécu autour de la crise financière et des embrouilles l'entourant. On reste dans l'énigme et le chaos.

Sans parler de la défaite historique des médias américains, de la presse surtout, qui avait toujours brillé par son indépendance et qui s'est fait enrôler et rouler dans la farine au moment de l'intervention en Irak. On a assisté à une gigantesque manipulation médiatique.

Comment expliquez-vous cette transformation pour ainsi dire de chien de garde en toutou des pouvoirs?

Il y a eu une sorte de glissement dans la fonction spontanée que les journalistes s'attribuent dans la couverture de l'actualité. J'oserais dire que les médias audiovisuels, radio et télévision, ont imposé leur modèle cognitif, y compris à la presse écrite, dont le modèle était jusqu'ici tout à fait différent. L'objet de la presse écrite, c'était le reportage, bien sûr, mais surtout l'analyse, l'intelligibilité, ce dont vivaient d'ailleurs les autres médias qui empruntaient leur substance analytique à la presse écrite. Il y a eu un changement, un basculement. Le modèle demande maintenant de répercuter l'actualité, de suivre le mouvement, à la minute, sans chercher le recul et la compréhension.

Tout se passe comme si, mentalement, la télé et la radio avaient pris le dessus sur l'ensemble des médias. Ça me frappe d'ailleurs que les internautes, sur les sites d'information en ligne, aient souvent le même réflexe. Ils écrivent, mais en fait, ils raisonnent comme s'ils étaient à la télé. Ils sont ultrarapides, dans un temps haletant, sans chercher à comprendre. Le réseau Twitter est tout à fait dans cet esprit. À quoi ça sert de passer par l'écrit pour avoir en gros l'équivalent de ce que vous avez ailleurs? Au fond, les médias se sont cannibalisés, avec comme résultat une triste déspécification de la presse dont on attend de la réflexion.

Les médias sont nés avec les démocraties modernes. Faut-il donc voir dans leur mutation profonde le résultat d'un changement radical de nos sociétés?

Les évolutions de nos sociétés sont contradictoires et vont dans des sens différents. Ce qui est assez flagrant en ce moment, c'est une pente très lourde marquée par l'individualisation et l'émotionnalisation, par la facilité aussi, il faut le dire, qui sécrètent un type d'audience qui s'intéresse à l'immédiateté et qui vit dans le culte de l'émotion, qui a un peu renoncé à comprendre. Au fond, l'attitude des gens dans nos démocraties consiste à se dire: *«On ne peut pas grand-chose sur la scène publique, mais on a la scène privée.»* Ils jettent un œil de temps en temps sur le monde, mais ils ne comprennent plus rien, et quand ils comprennent quelque chose, les solutions évidentes ne sont même pas appliquées.

Donc privatisation maximale et vision très étroite de l'information. Ça, c'est la pente lourde actuelle. Mais ce n'est pas le fin mot de l'histoire. Les démocraties oscillent autour de la liberté privée, mais aussi de choix collectifs, d'une volonté d'orienter collectivement le monde par la discussion et la compréhension. C'est cet aspect qui est marginalisé par le découragement démocratique.

Je crois que l'avenir est encore là. Je crois que la crise récente encourage les gens à s'investir à nouveau, à reprendre les manettes pour ne pas aller dans le mur. L'interrogation écologique va dans ce sens. C'est là que le vrai problème de l'information pertinente va se reposer.

L'éducation aussi est en crise. Y a-t-il un lien avec celle des médias, les mêmes causes engendrant les mêmes effets?

Les conditions de la démocratie ne vont pas de soi. Elle doit se préoccuper de ses propres conditions de fonctionnement. Il ne va pas de soi que nous ayons des citoyens éduqués ou informés. Il faut le vouloir et se poser le problème d'une manière systématique. Dans les deux cas, on arrive aux limites du libéralisme au sens très large, qui a été l'esprit de nos démocraties depuis une trentaine d'années.

Cet esprit nous dit que l'éducation est une affaire privée, que chacun se débrouille et que chacun lit ce qu'il veut et regarde ce qu'il veut, que ça ne regarde personne. Ça comporte une part de vérité évidente: l'éducation n'est pas l'endoctrinement, ni la presse la propagande. N'empêche, on ne peut pas raisonner comme ça jusqu'au bout. Il faut se poser le problème de l'éducation et des médias de manière supérieure si on veut obtenir des sociétés plus conformes à nos idéaux d'autonomie des personnes et de capacité de se gouverner collectivement.

Vous dirigez vous-même une revue, vous avez un blogue, mais les intellectuels semblent de moins en moins présents sur la scène publique. Quel rôle peuvent-ils jouer dans ce contexte?

L'université ne m'apparaît pas en meilleure forme que le système éducatif en général ou que les médias. C'est toute l'évolution de l'université qui est en cause. De quel type de production intellectuelle parle-t-on? Quatre spécialistes parlent au cinquième. Selon la bonne formule, il s'agit de tout savoir sur presque rien! À ce compte, qui voulez-vous que ça intéresse? Chacun a deux lecteurs, et encore, à 10 000 kilomètres l'un de l'autre.

Il y a un phénomène d'ésotérisation et de spécialisation qui marginalise la production intellectuelle et universitaire par rapport à la vie sociale. C'est d'ailleurs un mouvement très encouragé par les autorités qui nous gouvernent. Elles trouvent ça très bien. C'est moins d'emmerdeurs pour eux…

Par ailleurs, les intellectuels ne sont pas moins déboussolés que les citoyens par rapport à l'évolution du monde, qui leur échappe comme au reste. Malheureusement, le nombre de réflexions pertinentes et efficaces par rapport à la marche du monde tel qu'il va n'est pas très grand. Nous sommes dans un changement tellement brutal que personne n'en a la mesure. Je m'acharne d'ailleurs à faire cette revue, à diffusion modeste, pour tenter d'entretenir une petite flamme vivante autour de cette exigence de comprendre le monde. Je ne suis d'ailleurs pas pessimiste parce qu'il existe maintenant des moyens très grands de diffusion des idées. Nous sommes à la croisée des chemins. Le règne de la bêtise et de la confusion universelle n'est pas une fatalité.

Vous croyez possible une mutation fondamentales des médias, ou de la presse à tout le moins, qui renoueraient ainsi avec leur capacité d'analyse?

Probablement que ça va commencer de manière très minoritaire. Quand je parle à des patrons de presse, ils m'accusent d'élitisme. Sauf que les premiers journaux étaient très engagés et très petits. La massification est venue plus tard, à peu près quand *Le Devoir* est né, au début du XXe siècle. En démocratie, ce qui est d'abord élitiste a tendance à se répandre, parce que les masses comprennent que c'est là que ça se passe, elles ne sont pas stupides.

Il y aura une palette de moyens techniques, c'est évident. Je crois profondément qu'il faut maintenant avoir le courage de faire des trucs compliqués, difficiles, parce que c'est là qu'est l'avenir. C'est même un excellent pari entrepreneurial.

Par contre, je ne crois pas que le *«tous journalistes»* va durer. Je ne crois pas du tout que le commentaire permanent va durer. Aucun d'entre nous ne va passer quatre heures par jour à essayer de se dépêtrer entre le déconnage complet, les rumeurs débiles et l'information fausse. Nous avons besoin de gens fiables, payés pour faire le boulot de trier et d'expliquer les informations.

Je crois donc qu'on va vers des médias de second degré. Il y aura des médias du premier degré qui couvrent, accompagnent. Mais il y aura aussi des médias fiables avec ses experts pour mettre en rapport les informations vérifiées et triées. Le métier semble se banaliser avec la massification de sa pratique. Je pense qu'au contraire, on va retourner vers un vrai professionnalisme journalistique exigeant.

Le Devoir

LE DEVOIR
www.ledevoir.com
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction
Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité
Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement
Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements
Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel
Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle. *Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Janvier de Mirabel, Québec, division de Québécor Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007